



Rapport financier
2014

PROFIL

Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les grands industriels mondiaux des secteurs de l'acier, de l'aéronautique et usinage de précision, de l'aluminium, de l'automobile et de l'industrie manufacturière, du ciment, de l'énergie, de la logistique et du verre.

Implanté dans près d'une trentaine de pays et comptant près de 8000 collaborateurs sur les cinq continents, le Groupe est reconnu pour sa maîtrise technologique et ses compétences dans la réalisation de grands projets d'ensemble partout dans le monde.

SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Gouvernement d'entreprise	20
Renseignements financiers et juridiques	26
Comptes consolidés de l'exercice 2014	29
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	78
Assemblée générale ordinaire annuelle du 25 juin 2015	80
Projet de résolutions	80

RAPPORT DU DIRECTOIRE

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2015

1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2014

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

Les espoirs d'un rebond significatif de l'économie mondiale en 2014, portés par la dynamique positive initiée fin 2013, n'auront pas vécu bien longtemps. Si les pays avancés semblent enfin repartir de l'avant (+1,8%, contre +1,3% en 2013), les pays émergents, principaux moteurs de l'investissement industriel mondial avec les États-Unis, ont eux marqué un léger ralentissement (+4,4%, contre +4,7% en 2013, alors que les anticipations tablaient sur un chiffre supérieur à 5% en début d'année). Au total, le FMI annonce donc pour 2014 une croissance mondiale tout juste identique à celle de 2013 (3,3%). Des risques géopolitiques majeurs ont par ailleurs ajouté encore plus de volatilité et d'incertitude à cet environnement économique toujours convalescent.

Après s'être contractée de façon inattendue en début d'année, l'économie américaine s'est remise en marche dès le second trimestre, sans pour autant que cela ne se traduise, jusque dans les derniers mois de l'année, par une reprise sérieuse de l'investissement manufacturier. Alors que Wall Street a battu record après record, les financements semblent s'être détournés des activités industrielles, y compris de maintenance courante, laissant vieillir un parc installé dont l'âge moyen n'a jamais été aussi élevé depuis près de 60 ans. Ainsi, l'activité commerciale du Groupe aux États-Unis a certes progressé dans les secteurs traditionnels (automobile, aéronautique, combustion, logistique, acier tubulaire), après une année 2013 en demi-teinte, mais dans une proportion moindre que prévue.

La Chine a montré pour sa part des signes d'essoufflement de plus en plus marqués, la croissance de la production industrielle s'y affichant à son plus bas niveau depuis la crise de 2009. Dans un contexte où plusieurs secteurs sont en surcapacités structurelles, le gouvernement central a fortement contraint les investissements, ne délivrant les autorisations que de façon ciblée. Le Groupe est toutefois parvenu à tirer son épingle du jeu en décrochant des commandes importantes dans l'acier plat, dans le cadre des deux seuls projets significatifs ayant été confirmés, compensant ainsi le ralentissement observé dans l'automobile (après un pic qui aura duré près de trois ans) et la cryogénie.

De façon générale, les pays émergents ont marqué le pas en 2014. D'une part, la faiblesse de la demande interne, couplée à la chute des cours des produits de base, a fortement affecté les économies sud-américaines et asiatiques. L'Inde et le Brésil, par ailleurs en pleine période électorale, sont restés littéralement à l'arrêt. D'autre part, les effets de l'aggravation des tensions géopolitiques en Russie et au Moyen-Orient (et dans une moindre mesure en Afrique subsaharienne) se sont fait sentir de façon très nette à partir de la fin du second trimestre. Dans ces zones porteuses pour l'ensemble des activités de Fives, de nombreux projets, dont certains déjà acquis au Groupe, ont été reportés *sine die*. Cette situation a été particulièrement perceptible dans les domaines de l'acier tubulaire, de l'énergie et de l'aéronautique.

Dans ce contexte, les bonnes nouvelles sont venues d'Europe, où le Groupe a bénéficié du dynamisme retrouvé de plusieurs pays, au premier rang desquels le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne (dans les domaines de l'automobile et de la logistique notamment), mais surtout d'Algérie et du Qatar, où il a mis en vigueur des commandes pour deux cimenteries complètes après des phases d'instruction particulièrement longues.

L'appréciation du dollar, en fin d'année, a en revanche été trop tardive pour que le Groupe en ressente le bénéfice au cours de l'exercice 2014, tant du point de vue de la compétitivité de ses filiales exportatrices opérant en euros face à la concurrence américaine et japonaise qu'au titre de la conversion des comptes de ses sociétés opérant en devises étrangères (effets de change négligeables sur les enregistrements de commandes et sur les agrégats du résultat d'exploitation par rapport à 2013).

Portés par les deux contrats de cimenteries clés en mains obtenus au cours de l'année et la contribution des sociétés acquises depuis 18 mois, les enregistrements de commandes du Groupe ont atteint le niveau record de 1 865 M€, en hausse de 52% après une année 2013 décevante (1 227 M€). Sur le périmètre historique, le niveau de commandes est également élevé (1 602 M€, en hausse de 41%), bien qu'inférieur à celui de 2011 (1 674 M€), marqué par le rattrapage des investissements différés durant la crise de 2009-2010.

Si elle lui assure un carnet conséquent à la clôture de l'exercice (1 494 M€), les grands contrats de cimenterie n'ayant encore que faiblement contribué au chiffre d'affaires, la performance commerciale du Groupe sur l'année 2014 n'en reste pas moins en

demi-teinte. Malgré le dynamisme de certaines divisions (logistique, combustion), le ralentissement des pays émergents, qui n'a pu être compensé que marginalement par une croissance industrielle inférieure aux attentes aux États-Unis, a affecté le niveau des petites et moyennes commandes, dont la progression a été modeste malgré l'effet périmètre et le développement des activités de services (+12% sur le périmètre historique).

Le manque à gagner (100 à 150 M€ de commandes) s'est directement reflété sur le chiffre d'affaires de l'année, qui s'établit à 1 560 M€, en baisse de 4% par rapport à 2013 (1 626 M€). Cette tendance est perceptible sur l'ensemble des zones géographiques, à l'exception de l'Europe. Dans ce contexte, l'EBITDA résiste tout de même et s'affiche à 135,1 M€, en légère progression (+2,1 M€, dont 0,6 M€ d'effet de change) par rapport à 2013 (133,0 M€).

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2012	2013	2014
Amériques	367,0	305,2	408,7
Asie et Océanie	422,6	330,2	360,3
Europe	419,3	486,1	539,3
Moyen-Orient et Afrique	114,9	105,8	556,7
Total	1 323,8	1 227,3	1 865,0
Dont économies matures	50%	64%	51%
Dont pays émergents	50%	36%	49%

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2012	2013	2014
Amériques	421,3	531,2	450,4
Asie et Océanie	373,4	457,9	396,4
Europe	445,0	458,3	547,0
Moyen-Orient et Afrique	268,2	178,8	166,7
Total	1 507,9	1 626,2	1 560,5
Dont économies matures	46%	53%	60%
Dont pays émergents	54%	47%	40%

1.2. CROISSANCE EXTERNE

En janvier 2014, le Groupe a enrichi son offre en matière de systèmes de combustion par l'acquisition de la société italienne ITAS (devenue Fives ITAS). Déjà fournisseur d'équipements de combustion industrielle destinés aux secteurs du ciment et des minéraux et de l'énergie, au travers de ses sociétés Fives Pillard et Fives North American présentes en Europe, en Amérique du Nord, en Chine et en Inde, Fives renforce ainsi son positionnement sur les secteurs des hydrocarbures et des applications environnementales. Fives ITAS emploie une soixantaine de salariés et a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 32M€ et un EBITDA de 2M€.

1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Automobile et logistique

Le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile, ainsi que des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution.

Dans le domaine de l'automobile, le rythme des investissements a ralenti en 2014, après le pic des années 2011-2013. Les capacités de production ont désormais rattrapé le niveau de la demande en Chine, tandis que le cycle de rationalisation des moyens de production puis de renouvellement des usines engagé aux États-Unis à l'issue de la crise de 2009 touche à sa fin. Si la Chine et les États-Unis restent malgré tout les deux principaux marchés, l'Europe, portée notamment par le Royaume-Uni et l'Espagne, retrouve enfin un peu de croissance. A contrario, les pays émergents, à l'image du Brésil, de la Russie et de l'Inde où l'activité est à l'arrêt (pour des raisons diverses), peinent à confirmer leur potentiel.

Sur le segment des systèmes de rectification, l'activité en Chine, bien que toujours tirée par la croissance de la production de véhicules neufs, a marqué le pas en 2014, le déficit des capacités de fabrication d'organes mécaniques par rapport aux capacités de montage ayant maintenant été absorbé. Cette tendance de marché a été partiellement compensée par une reprise de l'activité en Europe, chez les constructeurs de camions et d'engins d'une part, et par l'augmentation des capacités de production de boîtes de vitesses à double embrayage, d'autre part.

Sur le segment des systèmes automatisés de production, malgré l'absence de nouveaux projets en Russie et au Brésil, l'activité commerciale a été portée par quelques commandes importantes en matière de montage final de véhicules en Europe (Royaume-Uni, Espagne) où se sont poursuivis les programmes lancés en 2013, dans des proportions moindres cependant. Aux États-Unis, le décalage par les grands constructeurs de certains investissements attendus dans le

domaine des transmissions a été en partie compensé par le succès des nouvelles solutions robotisées de lavage de pièces mécaniques, pour lesquelles de premières commandes ont par ailleurs été obtenues en Chine et en Afrique du Sud.

Sur le segment des systèmes de remplissage (qui correspondent aux équipements de sortie de ligne de montage de véhicules et sont donc commandés en toute fin de programme), le Groupe a conforté sa position en Chine et a réalisé une percée en Amérique du Nord, tout en continuant de bénéficier des programmes lancés au cours de l'année 2013 en Europe et par les constructeurs japonais en Asie du Sud-Est.

Dans le domaine de la logistique, le marché est soutenu par la hausse des volumes de marchandises transportées liée au développement de l'e-commerce, dont les contraintes en termes de cadences et de gestion des flux conduisent à une croissance de la demande d'automatisation des centres de tri. Les opérateurs postaux se recentrent ainsi vers des technologies plus adaptées au tri de colis, tandis que les sociétés de messagerie et de distribution réorganisent leurs réseaux traditionnellement calibrés pour du B to B vers un modèle également capable de gérer efficacement des opérations en B to C.

Au Japon, où le marché est particulièrement porteur du fait du vieillissement de la population et de la forte densité, les clients traditionnels du Groupe poursuivent leurs programmes d'investissements dans les hubs aux abords des aéroports et des gares. En Europe du Nord, aux États-Unis et en Australie, les opérateurs postaux nationaux et les grands acteurs internationaux de la messagerie accélèrent la modernisation de leurs réseaux entamée depuis quelques années. Enfin, en Europe du Sud, des succès commerciaux importants ont été obtenus dans le domaine de la distribution.

Au total, les enregistrements de commandes du pôle automobile/logistique s'affichent à 478M€, 65M€ (12%) en dessous de la performance de 2013. Ce chiffre reflète deux tendances distinctes: d'une part, le retour à un niveau d'investissements plus normatif dans l'automobile après trois années historiquement élevées, ce niveau restant toutefois significativement supérieur à la période pré-crise de 2009; d'autre part, la poursuite de la dynamique de croissance sur le marché de la logistique.

Métal

Le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat, de tubes et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des

fours de réchauffage de grande capacité, des lignes de traitement de la bande d'acier et des équipements de production et de finition de tubes. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où le Groupe fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, le début de l'année 2014 a vu se confirmer la tendance de 2013: malgré un premier semestre au cours duquel le marché a connu son plus fort déficit de production, la montée en puissance des installations récemment mises en service et le niveau élevé des stocks en ont atténué l'effet sur les cours, dont la progression n'a pas été suffisante pour remettre à l'ordre du jour les investissements dans de nouvelles usines. Parallèlement, les réductions de capacités mises en œuvre depuis deux ans dans les zones les moins rentables ont limité les opportunités de projets de modernisation de plus petite taille. Comme attendu, les enregistrements de l'année se sont donc composés uniquement de commandes d'équipements isolés et de services, sur lesquels la performance du Groupe s'affiche en progression par rapport à l'exercice précédent.

Dans le domaine de la sidérurgie, le Groupe intervient sur les segments de l'acier plat et des tubes; cette division comprend également le segment du verre. Sur le segment de l'acier plat, le marché reste affecté par des surcapacités structurelles. En Chine, premier marché mondial, la majorité des projets n'a pas survécu à des phases d'instruction de plus en plus longues, dans un environnement marqué par de fortes contraintes de financement et une politique moins accommodante des provinces et du gouvernement central. Quelques investissements ont toutefois été confirmés, en particulier dans les régions du Sud du pays et à destination du secteur automobile pour lequel elle continue à importer les aciers à plus forte valeur ajoutée. Grâce à la qualité de son offre process (Fives Keods) et de ses fours, Fives est parvenu à décrocher cinq commandes relatives à des lignes de production de tôles d'acier carbone (quatre lignes complètes et un four vertical de ligne), dans le cadre des deux seuls projets significatifs ayant été autorisés en 2014 (sept lignes au total). Le contexte de marché se traduit malgré tout par une concurrence exacerbée entre fournisseurs et une pression à la baisse sur les prix.

Sur le segment du verre, le Groupe n'a pas enregistré de commande d'ensemble en 2014, peu d'investissements capacitaires ayant vu le jour dans un environnement de marché marqué par des surcapacités en Chine et par la morosité du secteur de la construction dans les pays développés. En Europe, les fermetures d'unités non rentables ont cependant permis à quelques producteurs d'améliorer leurs ratios et de confirmer quelques projets d'équipements sur lesquels le Groupe s'est positionné avec succès.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2012	2013	2014
Automobile/Logistique	479,8	542,9	478,0
Métal (aluminium et acier)	404,8	227,8	294,9
Énergie	355,2	276,3	288,0
Ciment	84,0	102,3	616,1
Aéronautique et usinage de précision		78,0	188,0
Total	1 323,8	1 227,3	1 865,0

Sur le segment des tubes, dont le débouché principal est le secteur des hydrocarbures, les deux plus grands marchés ont été affectés par le contexte économique et géopolitique: les sanctions américaines et européennes ont rendu les appels d'offres internationaux difficiles en Russie, tandis que les investissements aux États-Unis (tant locaux qu'en provenance de pays d'Asie fortement exportateurs) ont été gelés au premier semestre, dans l'attente d'une décision du Département du Commerce américain qui a finalement statué durant l'été sur la mise en place de taxes à l'importation, relançant ainsi le processus d'instruction des projets seulement en fin d'année. Dans ce contexte, le Groupe a notamment décroché une commande de taille importante aux États-Unis au dernier trimestre, et bénéficie par ailleurs de la contribution en année pleine de Fives OTO (acquise fin septembre 2013).

Au total sur le pôle métal (aluminium primaire et sidérurgie), les enregistrements de commandes de l'année 2014 s'affichent à 295 M€, en hausse de 67 M€ (+29%) par rapport à 2013. Hors effet périmètre relatif à l'intégration de Fives OTO, ils progressent de 30 M€, principalement sous l'effet des commandes importantes obtenues dans l'acier plat en Chine. Dans une moindre mesure, les bonnes performances dans les tubes aux États-Unis et en matière de services dans l'aluminium contribuent également favorablement, tandis que le verre est affecté par l'absence de commande d'ensemble cette année.

Énergie

Le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur le segment des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, des systèmes de combustion industrielle haute performance, ainsi que de la bioénergie et du sucre.

Sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Dans le domaine de l'énergie, l'activité de Fives regroupe les segments de la cryogénie, de la combustion, du sucre et de la tuyauterie industrielle à haute performance (principalement à destination de l'industrie nucléaire en France).

Sur le segment de la cryogénie, la demande s'est effondrée en 2014 sur le marché des applications à destination des gaz de l'air. En Chine, le ralentissement de l'industrie métallurgique, couplé aux difficultés d'obtention des autorisations relatives aux grands projets de transformation du charbon (CTL, CTX) pour lesquels le gouvernement est de plus en plus exigeant quant aux conditions environnementales et à l'efficacité énergétique, ont fortement pesé sur le niveau des investissements. Dans le reste du monde, plusieurs décisions attendues dans l'année ont été retardées suite à des phases d'instruction plus approfondies, avant que la baisse du prix du pétrole ne porte en fin

d'année le coup de grâce à de nombreux projets de transformation de gaz ou de charbon, dont le seuil de rentabilité est désormais trop élevé (équivalent à un prix de 100 \$/baril). Sur le marché des hydrocarbures, l'activité commerciale a en revanche progressé, tirée en particulier par l'Amérique du Nord où le Groupe a gagné des parts de marché. La faiblesse du dollar et du yen tout au long de l'année a toutefois favorisé la concurrence américaine et japonaise tout en imposant une pression à la baisse sur les prix.

Sur le segment des équipements sucriers et de la bioénergie, les cours se sont stabilisés en 2014, après avoir chuté de près de la moitié de leur valeur entre le pic de 2010 et 2013. Malgré une consommation toujours en croissance, les stocks continuent d'augmenter, en raison, d'une part, des trois très bonnes dernières campagnes (en particulier au Brésil) et, d'autre part, de la baisse des cours du pétrole, qui a conduit les producteurs d'éthanol à recentrer une partie de leur production vers le sucre. L'activité commerciale du Groupe a ainsi été affectée par le faible volume de projets d'équipements neufs. Parallèlement, la vague d'investissements de 2011-2012 a permis aux industriels de renouveler leur outil de production, réduisant à court terme les opportunités dans le domaine de la maintenance et des services.

Sur le segment des systèmes de combustion industriels, le Groupe a bénéficié de la reprise de l'investissement manufacturier aux États-Unis à partir de l'automne. Dans un contexte où une attention croissante est portée à l'efficacité énergétique et environnementale (durcissement des réglementations, optimisation des coûts), l'année a surtout été marquée par l'émergence de très nombreux projets de revampings, après une période de plus d'un an et demi durant laquelle les grands industriels américains avaient fortement réduit les investissements de maintenance. Dans le reste du monde en revanche, les conflits au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Ukraine/Russie n'ont pas permis de confirmer le potentiel de croissance identifié.

Enfin, sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance, des commandes pour des travaux supplémentaires sur le chantier de l'EPR de Flamanville ont été enregistrées en 2014. Dans le domaine de la maintenance, la volonté affichée par EDF de réduire ses coûts s'est traduite par le décalage des premières commandes d'ampleur attendues dans le cadre des programmes «grand carénage» et «post-Fukushima». Fives a en revanche poursuivi le développement de son activité pour ce client sur les contrats cadre de maintenance récurrente du parc de centrales nucléaires français.

Au total sur le pôle énergie, les enregistrements de commandes s'affichent à 288 M€, en hausse de 12 M€ (4%) par rapport à 2013. Cette progression est tirée par les performances réalisées sur les segments de la combustion aux États-Unis et de la maintenance nucléaire en France, tandis que l'activité commerciale est restée stable dans le sucre et s'est dégradée sur le marché de la cryogénie, en bas de cycle.

Ciment

L'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

Dans le domaine du ciment, la croissance régulière de la consommation mondiale (3,5% hors Chine en 2014), ne se traduit toujours pas par une reprise des investissements.

Portés par de forts besoins en termes d'infrastructures, l'Afrique et le Moyen-Orient apparaissent comme les zones les plus dynamiques. En Afrique subsaharienne, les cimentiers régionaux (Nigéria, Kenya, Tanzanie), en passe de devenir auto-suffisants, s'implantent maintenant en dehors de leur marché domestique. Fortement importatrice, l'Algérie a également lancé de nombreux appels d'offres depuis deux ans. Dans de nombreux pays, la situation politique ne permet en revanche toujours pas de voir le potentiel de projets se confirmer (équilibre post-printemps arabe encore fragile en Afrique du Nord, menaces terroristes dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique subsaharienne). Dans les autres régions émergentes, les investissements tardent par ailleurs à se concrétiser. L'Amérique Latine fait face à une baisse de la demande (à l'exception notable de quelques pays comme le Mexique ou la Colombie), tandis qu'en Asie du Sud-Est, où la croissance de la consommation est forte, les cimentiers locaux peinent à trouver des financements.

Parallèlement, l'annonce de la fusion entre les deux majors Lafarge et Holcim, qui doit déboucher sur la définition d'un plan de cessions d'actifs dans le cadre des réglementations anti-concentration, a porté un coup d'arrêt à la demande de nouvelles capacités à court terme : d'une part, les deux sociétés ne comptent pas investir tant que le périmètre des cessions n'aura pas été validé ; d'autre part, les autres cimentiers restent attentistes, dans la mesure où les opportunités d'acquisitions pourraient être privilégiées par rapport à l'investissement dans de nouvelles unités.

Malgré des fondamentaux bien orientés, les nouvelles capacités cimentières contractées en 2014 (hors Chine) sont donc, comme en 2012 et 2013, estimées à environ 40 millions de tonnes additionnelles, soit moins du tiers des niveaux d'avant crise de 2009. Dans ce contexte toujours difficile, le Groupe est cependant parvenu à mettre en vigueur en 2014 trois contrats clés en mains (deux cimenteries

complètes pour des producteurs domestiques en Algérie et au Qatar et un atelier de broyage pour Lafarge aux Philippines avant l'annonce de la fusion). Les enregistrements de commandes de l'année s'établissent ainsi à 616 M€, en hausse de 514 M€. Ce niveau, six fois supérieur à celui de 2013, constitue un record historique pour le Groupe dans le ciment.

Aéronautique et usinage de précision

Le pôle aéronautique et usinage de précision propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des biens d'équipements industriels pour les secteurs minier et des hydrocarbures notamment.

Le pôle aéronautique et usinage de précision regroupe les sociétés du sous-groupe Fives Machining Systems, acquises fin juillet 2013. Il dessert deux principaux marchés finaux : l'aéronautique (civile et militaire) et les biens d'équipements industriels.

Dans le domaine de l'aéronautique, l'activité commerciale de l'année 2014 a été affectée par le report de plusieurs projets. D'une part, les deux principaux constructeurs mondiaux (Boeing, Airbus) n'ont cessé depuis deux ans de décaler les programmes attendus relatifs à la «seconde vague» de leurs nouveaux longs courriers, ne confirmant qu'un nombre limité d'investissements. D'autre part, les offres à destination de la Russie ont été gelées, plusieurs clients du secteur étant visés par les sanctions américaines et européennes. Si quelques opportunités en provenance de Chine ont émergé, les volumes restent toutefois encore limités.

Dans le domaine des biens d'équipements industriels, l'activité du Groupe a été marquée par les difficultés de deux de ses principaux marchés finaux : les secteurs des hydrocarbures d'une part, et de la mine et des engins de chantier, d'autre part. Les grands donneurs d'ordre, dont les résultats sont déjà affectés par le dérapage des coûts et des délais sur les projets en cours, sont désormais confrontés à la chute des cours du pétrole, qui remettent en cause tout nouvel investissement. Le Groupe a également souffert tout au long de l'année du faible niveau de l'investissement industriel aux États-Unis, son premier marché géographique.

Les enregistrements de commandes de 2014 s'affichent ainsi à 188 M€. Ils sont donc en ligne avec ceux de 2013 (78 M€ sur cinq mois, soit 187 M€ si l'on ramène ce chiffre sur une période de douze mois), mais restent inférieurs aux années antérieures. Le ralentissement constaté en 2013 s'est donc confirmé en 2014.

1.4. PRINCIPAUX SUCCÈS COMMERCIAUX

En Amérique

États-Unis

Dans le domaine de l'aéronautique, Boeing S.C. a renouvelé sa confiance à Fives en lui confiant en mars la commande d'une cinquième machine de dépose automatisée de fibre composite pour son site de Charleston, spécialisé dans la fabrication et l'assemblage de sections de fuselage pour ses avions de ligne. La technologie VIPER® 6000 AFP, qui a équipé nombre d'autres programmes d'aérostructures aussi bien civils, militaires que spatiaux depuis une dizaine d'années, aura une nouvelle fois l'occasion de démontrer ses performances en termes de qualité de l'application de composites et de rendement.

Dans le domaine de l'automobile, la gamme CentriSpray de solutions robotisées de lavages de pièces mécaniques dernière génération développée par le Groupe a remporté de nombreux succès commerciaux en 2014. Elle a notamment été choisie par Ford pour le lancement de ses nouveaux programmes de lignes d'assemblage de boîtes de vitesse automatiques (boîtes 10 vitesses, 9 vitesses, transmissions 6F15, moteurs D35, I4).

Dans le domaine de l'acier tubulaire, Fives s'est vu attribuer en septembre un contrat par Nexteel, un fabricant de tubes coréen, pour son nouvel investissement à Houston. Le Groupe fournira une ligne complète, comprenant les équipements clé de fabrication de tubes soudés (ERW), des équipements de finition de tubes et autres équipements périphériques.

Dans le domaine de la combustion, les efforts effectués par Fives pour minimiser l'impact environnemental de ses produits via le développement de technologies ultra bas NOx se sont vus récompensés par l'obtention d'une commande pour Albemarle Corp. portant sur le retrofit de générateurs de gaz chauds installés dans les raffineries au Texas pour la production de catalyseurs.

Guatemala

Dans le domaine du sucre et des bioénergies, le groupe Pantaleon a confié en juin, dans le cadre d'une optimisation process de sa principale usine guatémaltèque, la conception, la fabrication et le montage sur site d'un malaxeur vertical, d'un réchauffeur de masse cuite et des pompes Cail&Fletcher SUMO associées.

En Asie et en Océanie

Chine

Dans le domaine de l'acier plat, Fives confirme son leadership en Chine sur les lignes de process. Le Groupe s'est en effet vu attribuer quatre lignes complètes – trois lignes de galvanisation continue et une ligne de recuit continu – sur les sept commandées en Chine en 2014, ainsi qu'un contrat pour un four vertical de ligne. Ces succès

commerciaux sont le résultat d'une offre globale intégrant à la fois les technologies de pointe de Fives (fours verticaux Stein Digiflex®, laminoirs skin-pass DMS 4Hi et 6Hi, refroidissement Stein Flash Cooling®, systèmes de combustion Stein AdvanTek® WRT 2.0) et le savoir-faire reconnu du Groupe en termes d'expertise process et d'assistance à l'exploitation fournie par Fives Keods. Cette offre permettra aux clients du Groupe de produire une large gamme d'aciers automobiles à forte valeur ajoutée, dont notamment des aciers à haute résistance (AAHR).

Ainsi, deux lignes de galvanisation continue, d'une capacité annuelle de 400 000 tonnes chacune, seront construites pour Inner Mongolia Baotou Steel Union Co., une usine sidérurgique basée dans le Nord-Ouest de la Chine, et deux lignes de galvanisation continue d'une capacité annuelle totale de 870 000 tonnes seront installées pour l'usine de Guangxi Iron & Steel Group Co., filiale du groupe Wisco, et sa nouvelle usine d'une capacité de 10 millions de tonnes située à Fangchenggang, une région côtière du Sud de la Chine.

Plus tôt dans l'année, pour ce même site du groupe Wisco, Fives s'était vu confier un contrat portant sur la fourniture complète d'une nouvelle ligne de recuit continu qui, une fois mise en production, sera une des plus grosses au monde avec sa capacité de 930 000 tonnes par an. Ce contrat, dont la signature est intervenue en mars à l'Élysée lors de la visite officielle du Président chinois Xi Jinping, s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération signé à cette occasion entre Fives et Wisco, instaurant la création d'une joint-venture de fabrication en Chine basée à Wuhan.

Dans le domaine de la rectification, Fuda, un sous-traitant chinois de rang 2 opérant dans la construction de véhicules automobiles et de camions, a choisi Fives pour l'accompagner dans sa stratégie de croissance et de diversification vers des sous-ensembles de plus grande taille destinés aux moteurs de bateaux et de locomotives. Cette coopération, initiée en 2008 avec les commandes attribuées au Groupe concernant la fourniture de systèmes de rectification de pièces de camion, a connu de nouveaux développements significatifs en 2013 en s'étendant progressivement à l'automobile, et dernièrement en janvier 2014 avec la commande de six rectifieuses Landis LT2e dont quatre destinées à la rectification de vilebrequins pour moteurs de voitures. Elle ouvre en outre pour le Groupe des perspectives nouvelles dans la rectification de composants de moteurs de plus grande taille, dans le secteur de la construction navale.

Japon

Dans le domaine de la logistique, des clients japonais historiques du Groupe opérant dans le secteur de la messagerie postale ont à nouveau fait confiance aux technologies du Groupe pour leurs investissements dans des centres de tri automatisés d'envergure.

En janvier, la technologie steel belt de Fives, forte de 450 références installées dans le monde depuis 40 ans, a été choisie par Sagawa Express pour le retrofit de son centre de distribution d'Osaka.

En juin, c'est une commande pour la fourniture d'un trieur cross belt

qui a été attribuée au Groupe par Fukuyama Transport dans le cadre du retrofit de son terminal situé dans la préfecture d'Hiroshima.

Enfin, en août, Yamato Transport a confié à Fives l'automatisation de son nouveau centre de tri de Mikawa. Cette commande fait suite à celles attribuées au Groupe en 2013 pour les sites de Haneda et d'Atsugi. L'installation fournie pour le site de Mikawa comportera deux trieurs cross belt et deux trieurs slide belt. Opérationnelle en septembre 2016, elle assurera à Yamato une capacité de tri de 30 000 articles par heure pour les colis et 5 400 articles par heure pour les objets de forme plus complexe.

Philippines

Dans le domaine du ciment, Fives a mis en vigueur en février une commande pour la livraison clés en main d'un atelier de broyage ciment auprès de Lafarge Republic Inc. sur son site de Norzagaray, dans la province de Bulacan. Cet atelier, dans une large mesure une copie de celui commandé en 2013 pour le site de Teresa, produira 850 000 tonnes de ciment par an et intégrera plusieurs équipements de process propriétaires développés par le Groupe: un broyeur FCB Horomill® visant à réduire la consommation électrique des cimenteries, un séparateur de troisième génération TSV™, un filtre TGT™ et un brûleur Pillard avec générateur de gaz chauds.

Australie

Dans le domaine de la logistique, les deux leaders australiens de la messagerie express, qui ont déjà pu apprécier la performance et la fiabilité du trieur cross belt du Groupe, se sont tournés vers cette technologie pour automatiser leurs sites de Melbourne. Ainsi Fives, en coopération avec BCS, s'est vu attribuer en août une commande de deux trieurs assurant une capacité de tri de 20 000 colis par heure pour TNT, et en septembre une commande d'un trieur assurant une capacité de tri de 32 000 colis par heure pour Toll Ipec. La réception de ces installations est prévue fin 2015.

En Europe

France

Dans le domaine de la maintenance industrielle, le groupe Safran a renouvelé en décembre sa confiance à Fives en reconduisant les contrats attribués au Groupe pour les usines Snecma de Gennevilliers et Corbeil, où sont conçus et fabriqués des sous-ensembles destinés aux motoristes aéronautiques. Implanté depuis respectivement 2007 et 2011 sur ces deux sites, le Groupe élargira à partir de janvier 2015 son périmètre d'intervention sur le site de Gennevilliers en assurant la maintenance de l'ensemble du parc de machines de l'usine. L'équipe en place, composée à ce jour d'une vingtaine de personnes, va être renforcée par l'arrivée d'une trentaine de nouveaux collaborateurs.

Dans le cadre de ses programmes de maintenance pluriannuels et de modernisation du parc nucléaire français, EDF a attribué à Fives en janvier un contrat-cadre sur la «plaque Caux Manche», pour une période de quatre ans renouvelable. Ce contrat porte sur des prestations

de maintenance, tuyauterie, soudage et contrôle non destructifs associés, sur les sites de Gravelines, Flamerville, et Penly, réalisées dans le cadre de travaux d'arrêts de tranche comme de tranches en marche. Il s'inscrit dans la continuité des réalisations dans la maintenance nucléaire effectuées depuis plusieurs dizaines d'années pour le compte de l'opérateur historique du nucléaire français, pour lequel Fives a déjà pu démontrer son expertise des tuyauteries et supports, sa réactivité et sa capacité de mobilisation de ses équipes réparties partout en France.

Dans le domaine du verre, SGD, le leader mondial de la production de flacons pour l'industrie pharmaceutique, a fait confiance à Fives en fin d'année pour la réalisation des deux nouvelles lignes de flaconnage de sa nouvelle usine en cours de construction en Picardie. Le Groupe fournira ainsi un four électrique d'une capacité de 70 tonnes par jour, et un four oxy-borosilicate de 55 tonnes par jour équipé de la nouvelle conception exclusive du Groupe, H.R.A. Technology, permettant une diminution de la température des fumées d'oxycombustion et un gain en termes de consommation d'énergie allant jusqu'à 10% par rapport aux fours classiques. La mise en service de ces deux fours est programmée pour la rentrée 2015.

Allemagne

Dans le domaine de la logistique, DHL a fait appel au Groupe en décembre pour l'extension de son site de Leipzig. Fives réalisera le retrofit du système de tri qu'il avait précédemment réalisé, ainsi que l'automatisation d'un nouveau bâtiment de 35 000 m², avec la fourniture de deux trieurs cross belt dotés de 42 lignes d'injection. Après extension, ce hub sera le plus grand en Europe et un des plus grands au monde, avec une capacité de tri supérieure à 100 000 colis par heure.

Italie

Dans le domaine de l'acier tubulaire, Ilta Inox (groupe Arvedi), qui exploite déjà deux lignes fournies par le Groupe, lui a confié la réalisation d'une nouvelle ligne de tubes d'acier soudés, comprenant les équipements d'entrée, un accumulateur avec centrage par bande automatique, un soudeur laser et les équipements de découpe orbitale en bout de ligne. Le design innovant de cette ligne lui donnera la flexibilité de produire toute la gamme de tubes (diamètres de 273 à 609 mm) sans besoin de modifier les outillages de dimensionnement.

Espagne

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, Nissan a confié à Fives en décembre une commande portant sur la rénovation de lignes existantes sur son site de Barcelone. Ce projet «brownfield» inclut la création d'un nouveau circuit de démontage, stockage, habillage et remontage des portes, d'une nouvelle ligne d'assemblage de châssis, et la rénovation de flux de la ligne

principale, tels que les automoteurs, tabliers et systèmes d'accostage. Le constructeur produira sur cette ligne ainsi renouvelée un nouveau modèle de pick-up (X60), en remplacement du modèle existant. Le passage d'un prototype en ligne est prévu fin mai 2015, avant une production en série à la rentrée 2015.

Au Moyen-Orient et en Afrique

Qatar

La société Qatar National Cement Co. a sélectionné Fives en mai pour la réalisation de sa cinquième ligne de production de clinker, après lui avoir confié par le passé la réalisation des trois lignes précédentes. D'une capacité de 5 000 tonnes par jour, cette nouvelle ligne couvre l'ensemble des équipements propriétaires de Fives depuis la préparation des matières premières jusqu'à l'expédition du ciment (broyeurs FCB B-mills, séparateurs FCB TSV™, précalcinateur FCB Zero-NOx, four FCB à trois appuis, brûleurs Pillard Novaflam®, filtres process Solios TGT®). Elle est destinée à faire face à la très forte demande de ciment suscitée par les nombreux projets d'infrastructure prévus au Qatar, dont ceux liés à la Coupe du Monde de Football 2022.

Algérie

Dans le domaine du ciment, Fives a mis en vigueur en mars une commande de l'Entreprise des Ciments et Dérivés d'El Chellif (ECDE), filiale du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), relative à la troisième ligne de production de la cimenterie de Chlef, à environ 200 km à l'ouest d'Alger. Le contrat couvre la réalisation clés en main d'une nouvelle ligne d'une capacité de 6 000 tonnes de clinker par jour dont la mise en production est prévue pour la fin de l'année 2016, et représente pour Fives l'opportunité de poursuivre et d'intensifier une collaboration déjà ancienne avec l'industrie cimentière algérienne.

1.5. PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Une politique R&D dynamique

L'innovation est au cœur de la stratégie de Fives. Le Groupe intensifie son effort de Recherche et Développement année après année et y a consacré en 2014 un montant brut record de 33,1M€, en progression de 18% par rapport à 2013.

La politique de dynamisation de la propriété intellectuelle a conduit Fives à breveter 53 nouvelles inventions en 2014, bien au-delà de l'objectif annuel du Groupe (40 nouveaux premiers dépôts), portant ainsi à 532 le nombre d'inventions protégées (familles de brevets), au travers de 1 859 brevets actifs dans le monde.

L'Usine du futur

Fives a par ailleurs été retenu par le gouvernement français pour co-piloter avec Dassault Systèmes le 34^e plan de la «Nouvelle France Industrielle», portant sur «l'Usine du Futur». Au terme d'un travail de plusieurs mois associant de nombreux industriels, Fives a présenté en mai 2014 une feuille de route qui vise à favoriser l'émergence d'une industrie française compétitive, à la fois par la rénovation de son outil de production et par le développement d'une offre technologique française de haut niveau en matière de machines, de process et de services à la production industrielle. Ce plan comprend plusieurs volets :

- une dizaine de lignes pilote pour des grands groupes, démontrant l'intégration de technologies quasi-matures à l'échelle industrielle, et qui constituent de véritables vitrines emblématiques des grandes filières ; Fives est fournisseur potentiel de machines ou de la ligne complète pour la moitié d'entre eux ;
- six plates-formes de R&D, autour des grandes thématiques de l'Usine du Futur :
 - Virtualisation / Internet des Objets ;
 - Transitique / Robotique de process ;
 - Fabrication additive et procédés avancés de fabrication ;
 - Contrôle Non Destructif / Vision ;
 - Composites et nouveaux matériaux ;
 - Place de l'homme dans l'Usine / Cobotique / Réalité augmentée.

Fives sera partie prenante de ces plates-formes, soit en tant que fournisseur des machines issues de ces développements, soit en tant qu'intégrateur des technologies ;

- un programme de diagnostic, d'aide à l'investissement et d'accompagnement des PME dans les régions, pour leur permettre d'avoir accès rapidement aux meilleures technologies disponibles, en particulier dans le domaine de la robotique et du numérique.

Sur ces programmes structurants, le Groupe se positionne comme fournisseur privilégié d'ateliers de fabrication avancés, en particulier pour les marchés de l'aéronautique (enjeux de forte montée en cadence et de compétitivité des nouveaux ateliers de fabrication et d'assemblage, chez les fournisseurs de rangs 1 et 2) et automobile (enjeux d'allègement, avec l'entrée potentielle des composites pour les pièces de structure).

Un nouveau Centre de Recherche ciment et minéraux

Enfin, le Groupe a installé en 2014 son nouveau Centre de Recherche et d'Essais dédié aux industries du ciment et du broyage des minéraux dans la zone industrielle de Seclin, près de Lille. Cette unité comprend un laboratoire de physique et de chimie, des bancs de caractérisation de matières ainsi que des installations pilotes permettant de tester le fonctionnement de machines industrielles (broyeurs, sécheurs, sélecteurs) à une échelle réduite, mais néanmoins jusqu'à des débits atteignant quelques tonnes par heure.

Les missions de ce Centre de Recherche sont multiples :

- contribution à la recherche et au développement de nouveaux équipements et procédés, en grande partie liés aux économies d'énergie et de matières premières, et à la réduction des émissions. Par le passé, le Groupe a ainsi développé des équipements propriétaires tels que le broyeur FCB Horomill®, le séparateur FCB TSV™, le concasseur FCB Rhodax® ou le précalcinateur FCB Zero-Nox ;
- réalisation d'essais de faisabilité et de dimensionnement sur des installations pilotes ;
- caractérisation du comportement des matières premières, en appui au dimensionnement de nouvelles usines et ateliers de production.

1.6. PRINCIPALES MISES EN SERVICE

Dans le domaine de l'aluminium, le Groupe a mis en service et réceptionné, au Canada, le centre de traitement de gaz de cuves équipant la nouvelle usine de Rio Tinto Alcan à Jonquières utilisant la technologie AP 60 à très haut ampérage. Fives a par ailleurs mis en service, en Inde, les centres de traitement de gaz de cuves de la première ligne de Balco (groupe Vedanta) sur le site de Korba, ainsi que l'atelier d'anodes crues et le système de chauffe et de régulation des fours de cuisson d'anodes de Hindalco pour sa nouvelle usine d'Aditya.

Dans le domaine de l'acier, deux fours de réchauffage ont été mis en service aux États-Unis pour Allegheny Ludlum. La spécificité de ces fours tient à la grande variété des produits qu'ils sont capables de chauffer : aciers inoxydables, aciers non inoxydables, «High Temperature Alloy» (HTA), produits à base de cobalt, alliages de chrome et des produits à base de titane. En Chine, VAMA (Valin ArcelorMittal Automotive), joint-venture entre ArcelorMittal et Valin, a démarré ses deux lignes équipées de fours verticaux fournis par le Groupe.

Dans le domaine du ciment, le Groupe a achevé le revamping et l'augmentation de capacité de la ligne de ciment blanc de Saudi White Cement Co. Malgré les difficultés liées à la qualité de la carrière, les équipements livrés par le Groupe permettent à l'usine, qui n'avait jusqu'alors jamais pu atteindre sa capacité nominale, de réaliser les performances attendues. Au Brésil, l'atelier de broyage de ciment au laitier fourni par Fives a été réceptionné par la société Cimar, joint-venture entre les groupes Queiroz Galvão & Cornelio Brennand.

Dans le domaine de la logistique, le Groupe a livré des installations pour deux de ses grands clients au Japon. Sagawa a inauguré son hub de Wangan, dont le centre de tri a été réalisé par Fives, tandis que trois trieurs steel belt ont été fournis à Fukuyama pour ses terminaux de Sakai. En Australie, le Groupe a mis en service deux trieurs cross belt pour le site de Sydney de Toll Ipec ; le succès de cette première référence a ouvert la voie à de nouvelles commandes pour ce client.

Dans le domaine de l'automobile, Jaguar Land Rover a démarré la nouvelle ligne de production du Range Rover Sport L494 et du SUV CX17 de son usine de Solihull au Royaume-Uni, pour laquelle le Groupe a réalisé l'atelier de montage final et fourni les équipements de remplissage de fluides. En Russie, Fives a obtenu la réception de l'atelier de montage réalisé pour le site de production de PSA à Kaluga. Enfin, aux États-Unis, Chrysler a mis en production les deux lignes d'assemblage de boîtes automatiques 9 vitesses fournies par le Groupe pour l'usine de Tipton dans l'Indiana.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS. L'effet rétrospectif sur l'exercice 2013 de la révision des valeurs d'entrée de Fives OTO (décrit dans la note 4 «Comparabilité des exercices» des notes annexes aux comptes consolidés) n'a pas été retraité dans les chiffres ci-dessous. Les chiffres 2013 présentés correspondent donc à ceux publiés dans les comptes consolidés de l'exercice 2013, et non au comparatif retraité présenté dans les comptes consolidés de l'exercice 2014.

Les sous-groupes Fives Machining Systems et Fives OTO sont entrés en périmètre respectivement le 29 juillet (5 mois de consolidation en 2013) et le 30 septembre (3 mois de consolidation en 2013).

La société Fives ITAS est entrée en périmètre au 1^{er} janvier 2014.

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2014

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires	1 507,9	1 626,2	1 560,5
Marge brute	324,2	360,2	393,0
EBITDA (*)	115,1	133,0	135,1
	7,6%	8,2%	8,7%
EBITA (*)	97,3	113,3	112,6
Résultat opérationnel courant (EBIT)	92,7	104,4	92,6
Résultat opérationnel	92,4	98,0	88,3
Résultat financier	(4,1)	(17,3)	23,1
Résultat avant impôt	88,2	80,7	111,4
Résultat net de l'ensemble consolidé	52,3	44,6	75,4
Résultat net (part du Groupe)	50,8	43,4	74,9

(*) Le Groupe définit l'EBITDA et l'EBITA comme suit:

- L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.

- L'EBITA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.

Pour mémoire, les écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions impactent négativement la marge brute à hauteur de 0,3 M€ en 2013 et 0,4 M€ en 2014.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'affiche à 1 560 M€ en 2014, en baisse de 66 M€ malgré un effet périmètre de 160 M€ (l'effet de change étant négligeable, à 1 M€). A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit donc en baisse de 15%. La faiblesse du carnet d'ouverture (1 125 M€) n'a en effet pas pu être compensée par les enregistrements de petites et moyennes commandes de l'année, qui ont été affectées par l'environnement commercial.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'affiche à 135,1 M€, en hausse de 2,1 M€ (2%) par rapport à 2013 (133,0 M€). Il inclut un effet de change favorable de 0,6 M€.

Les résultats des sous-groupes Fives Machining Systems et Fives OTO, acquis courant 2013, ont été fortement affectés par l'environnement commercial difficile, marqué par le décalage de plusieurs commandes, qui s'est traduit par un volume d'activité insuffisant et donc une rentabilité dégradée.

La marge d'EBITDA s'affiche à 8,7%, en amélioration de 0,5 point par rapport à 2013 (8,2%). Cette progression s'explique par l'amélioration des marges, portée par la très bonne exécution des grands contrats d'ensemble livrés dans l'année et par le développement des activités de services.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 92,6 M€, en baisse de 11,8 M€ par rapport à 2013, sous l'effet de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (pris sur année pleine en 2014).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à 88,3 M€. Il inclut une charge de 0,4 M€ liée aux frais d'acquisition et résultats de cessions (contre une charge de 5,5 M€ en 2013), ainsi que 3,9 M€ de coûts de restructuration (0,8 M€ en 2013).

Compte tenu de l'environnement économique et de la baisse de son chiffre d'affaires en 2014, le Groupe a mis en œuvre des mesures de réduction d'effectifs dans certaines entités où les points morts apparaissent structurellement trop élevés au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France, et dans une moindre mesure en Allemagne, en Belgique et au Canada. L'effet de ces mesures se fera pleinement sentir à partir de 2015.

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, le résultat de change, les revenus des participations, ainsi que les effets de terme

des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

Le résultat financier est positif de 23,1 M€ en 2014, à comparer à une perte de 17,3 M€ en 2013. Cette variation (+40,4 M€) se décompose de la façon suivante :

- coût de l'endettement financier: -3,5 M€,
- résultat de change: +44,9 M€,
- autres éléments: -1,0 M€.

Le coût de l'endettement financier s'établit à -5,2 M€ et augmente du fait de la prise en compte en année pleine des intérêts sur les dettes financières levées dans le cadre des acquisitions de Fives Machining Systems et Fives OTO en 2013.

Le résultat de change constitue un gain net de 31,7 M€ (à comparer avec une perte de 13,2 M€ en 2013).

Il intègre principalement les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts intragroupe en devises consentis par la société Fives:

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010 et Fives Machining Systems en 2013 ;
- en livres sterling à la holding anglaise Fives UK Holding Ltd. fin 2012, dans le cadre de l'acquisition par celle-ci des filiales anglaises du Groupe.

Du fait de l'appréciation du cours de clôture du dollar et de la livre sterling par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014, un gain de change de 33,3 M€ (principalement latent) est constaté sur ces prêts en 2014, alors qu'une perte de 10,0 M€ (principalement latente) avait été enregistrée en 2013. Depuis la mise en place de ces prêts, le Groupe a reconnu un gain de change net cumulé de 40,0 M€ (dont 11,4 M€ de gain net réalisé et 28,6 M€ de gain net latent).

Résultat net

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice s'élève à 36,3 M€, et reste stable par rapport à 2013 (36,1 M€). Elle comprend une charge d'impôt courant de 36,8 M€ (dont 4,7 M€ de CVAE, 17,4 M€ d'impôt sur les sociétés concernant les filiales du groupe français d'intégration fiscale et 14,7 M€ d'impôt sur les sociétés concernant les autres filiales du Groupe), ainsi qu'un produit d'impôt différé de 0,5 M€. Le taux d'impôt apparent s'affiche ainsi à 33%.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit donc à 75,4 M€, en hausse de 30,8 M€ par rapport à 2013 (44,6 M€). Cette progression est principalement liée au résultat de change.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2012	2013	2014
Automobile/Logistique	541,1	564,3	521,8
Métal (aluminium et acier)	527,3	461,5	339,6
Énergie	317,3	326,2	298,7
Ciment	122,2	170,0	183,2
Aéronautique et usinage de précision		104,2	217,2
Total	1 507,9	1 626,2	1 560,5

2.3. CONTRIBUTION DES PÔLES À LA PERFORMANCE DU GROUPE

AUTOMOBILE ET LOGISTIQUE

En millions d'€	2012	2013	2014
Commandes enregistrées	479,8	542,8	478,0
Carnet de commandes au 31 décembre	406,1	365,6	320,4
Chiffre d'affaires	541,1	564,3	521,8
EBITDA	53,2	54,5	56,3
Effectif au 31 décembre	2 191	2 158	1 938 (*)

(*) après reclassement en fin d'année de 164 salariés vers le pôle aéronautique et usinage de précision

Dans l'automobile et la logistique, le chiffre d'affaires s'affiche à 522M€, en baisse de 42M€ (-8%) par rapport à 2013, sous l'effet d'un carnet d'ouverture en baisse. La progression du taux de marge d'EBITDA de 9,7% en 2013 à 10,8% en 2014 provient de la bonne exécution des contrats en cours dans la logistique.

MÉTAL

En millions d'€	2012	2013	2014
Commandes enregistrées	404,8	227,8	294,9
Carnet de commandes au 31 décembre	555,7	353,6	318,9
Chiffre d'affaires	527,3	461,5	339,6
EBITDA	36,2	37,9	39,0
Effectif au 31 décembre	1 435	1 627	1 588

Le chiffre d'affaires du pôle métal s'affiche à 340M€, en baisse de 122M€ (-26%) par rapport à 2013 malgré la progression dans l'acier tubulaire, en partie liée à l'effet périmètre relatif à Fives OTO. Cette baisse est directement liée à un carnet d'ouverture en forte diminution dans l'aluminium et l'acier plat, les grands projets enregistrés entre 2010 et 2012 touchant maintenant à leur fin. La progression du taux de marge d'EBITDA de 8,2% à 11,5% (3,3 points) s'explique par l'achèvement dans de bonnes conditions des contrats d'ensemble sur le segment de l'aluminium mentionnés ci-dessus.

ÉNERGIE

En millions d'€	2012	2013	2014
Commandes enregistrées	355,2	276,3	288,0
Carnet de commandes au 31 décembre	249,9	199,1	193,5
Chiffre d'affaires	317,3	326,2	298,7
EBITDA	28,3	31,8	25,4
Effectif au 31 décembre	2 092	2 176	2 174

Le chiffre d'affaires du pôle énergie s'affiche à 299M€, en baisse de 28M€ (-8%) par rapport à 2013, principalement du fait de l'environnement commercial difficile dans la cryogénie. Le taux de marge d'EBITDA baisse pour sa part de 9,7% en 2013 à 8,5% en 2014, tous les segments ayant fait face à une pression à la baisse sur les marges, dans un environnement rendu plus concurrentiel par un volume d'investissements restreint en 2014.

CIMENT

En millions d'€	2012	2013	2014
Commandes enregistrées	84,0	102,3	616,1
Carnet de commandes au 31 décembre	167,2	98,9	555,3
Chiffre d'affaires	122,2	170,0	183,2
EBITDA	10,3	14,6	22,1
Effectif au 31 décembre	596	584	660

Le chiffre d'affaires du pôle ciment s'affiche à 183M€, en hausse de 13M€ (+8%) par rapport à 2013. Cette progression s'explique par la contribution de Fives ITAS, acquise en 2014 et rattachée à un segment classé dans le ciment. En excluant cet effet, le chiffre d'affaires diminue sous l'effet d'un carnet d'ouverture en forte baisse, qui n'a pu être que partiellement compensé par le très bon niveau d'enregistrements de commandes de l'année. Le taux de marge d'EBITDA s'affiche pour sa part à 12,1%, en amélioration de 3,5 points par rapport à 2013 (8,6%). Cette progression s'explique par l'achèvement dans de bonnes conditions de certains contrats d'ensemble.

AÉRONAUTIQUE ET USINAGE DE PRÉCISION

En millions d'€	2013	2014
Commandes enregistrées	78,0	188,0
Carnet de commandes au 31 décembre	108,0	105,5
Chiffre d'affaires	104,2	217,2
EBITDA	10,2	10,8
Effectif au 31 décembre	1042	1 120 (*)

(*) après reclassement en fin d'année de 164 salariés depuis le pôle automobile/logistique

Le pôle aéronautique et usinage de précision comprend les filiales du sous-groupe Fives Machining Systems acquis en 2013. La progression du chiffre d'affaires, qui s'affiche à 217M€ en 2014, s'explique par le fait que la contribution de cette division n'est consolidée que sur cinq mois en 2013. L'activité de l'année 2014 se trouve donc à un point bas, avec un niveau d'enregistrements de commandes certes en ligne avec la fin de l'année 2013, mais inférieur au niveau normatif attendu, en raison d'un environnement commercial difficile. Le taux de marge d'EBITDA s'affiche ainsi à 5,0%, en baisse de 4,8 points par rapport à 2013, sous l'effet, d'une part, d'une moindre absorption des coûts fixes et, d'autre part, de dépenses complémentaires de mises au point d'une nouvelle gamme de machines à destination du marché de l'aéronautique.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE

3.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

La fin de l'année 2014 a vu se déclencher deux tendances pour le moins inattendues, qui pourraient bouleverser les équilibres macroéconomiques en 2015.

La chute du cours du pétrole (qui a baissé de plus de 50% depuis septembre) devrait avoir des effets contrastés: elle pèsera, certes, fortement sur l'économie des grands pays producteurs (Russie, Afrique, Moyen-Orient), mais devrait donner un coup d'accélérateur à la croissance mondiale, en relançant la demande et en réduisant les coûts de production (dans les pays développés, au premier rang desquels les États-Unis, mais également en Chine). Si, à court terme, l'activité du Groupe subit un coup d'arrêt dans certains secteurs (cryogénie, applications à destination du marché des hydrocarbures sur les segments de l'acier tubulaire et de l'usinage de précision), la situation pourrait donc être plus favorable à moyen terme et favoriser les investissements dans d'autres lignes de métier (notamment aluminium ou aéronautique).

En parallèle, le marché du change est en pleine reconfiguration. D'une part, la divergence accrue de croissance entre les grands pays conduit le dollar américain (et dans une moindre mesure la livre sterling) à s'apprécier par rapport à l'euro ou au yen. D'autre part, un certain nombre de pays émergents, et en particulier ceux dont les économies sont dépendantes des produits de base, ont vu leurs monnaies décrocher sensiblement (Russie, Brésil, Turquie, Afrique du Sud...). Le Groupe bénéficiera donc de l'appréciation du dollar, mais certains projets dans les pays émergents pourraient être compromis du fait des difficultés probables à trouver des financements.

Dans un contexte déjà marqué par des tensions géopolitiques persistantes, ces nouveaux facteurs de volatilité ne sont pas de nature à rassurer les grands industriels, qui ont de plus en plus de difficultés à estimer des retours sur investissements, et hésitent donc à s'engager sur des programmes à long terme, y compris lorsque les marchés finaux apparaissent bien orientés.

D'un point de vue géographique, l'année 2015 devrait voir s'amplifier les tendances de 2014: la croissance, prévue en légère hausse par le FMI (3,5%, soit +0,2 point) sera tirée par les pays avancés, et en particulier les États-Unis (3,6%, soit +1,2 point) où tous les voyants sont au vert pour que l'investissement industriel rebondisse. Elle devrait en revanche continuer à ralentir dans la majorité des pays émergents (4,3%, soit -0,1 point), dont la Chine.

3.2. CARNET DE CLÔTURE ET ACTIVITÉ ATTENDUE EN 2015

Le Groupe termine l'année 2014 avec un carnet de clôture de 1 494M€, en forte progression (+33%) par rapport à celui de 2013 (1 125M€), qui lui assure d'ores et déjà autour de 1 milliard de chiffre d'affaires pour l'exercice 2015, ainsi qu'un niveau d'activité en forte progression dans le ciment, et, dans une moindre mesure, la logistique. Sur les autres segments, compte tenu des perspectives des différents marchés du Groupe, l'activité devrait se maintenir en 2015 dans les mêmes ordres de grandeur qu'en 2014. Seule la cryogénie, affectée par la chute des cours du pétrole, devrait ralentir.

CARNET DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.12	31.12.13	31.12.14
Automobile/Logistique	406,1	365,6	320,4
Métal (aluminium et acier)	555,7	353,6	318,9
Énergie	249,9	199,1	193,5
Ciment	167,2	98,9	555,3
Aéronautique et usinage de précision		108,0	105,5
Total	1 378,9	1 125,2	1 493,6

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.12	31.12.13	31.12.14
Amériques	392,2	269,3	255,3
Asie et Océanie	478,7	368,4	344,2
Europe	312,7	364,8	366,2
Moyen-Orient et Afrique	195,3	122,7	527,9
Total	1 378,9	1 125,2	1 493,6
Dont économies matures	33%	48%	40%
Dont pays émergents	67%	52%	60%

3.3. PERSPECTIVES COMMERCIALES PAR LIGNES DE MÉTIERS

Automobile et logistique

Dans le domaine de l'automobile, les tendances de marché devraient rester, en 2015, en ligne avec la situation de 2014. La croissance de la demande chinoise devrait y conduire à la confirmation de nouveaux projets capacitaires, tant par les grands constructeurs mondiaux (allemands, américains et japonais notamment) que par les producteurs nationaux. En Europe, les actions de rationalisation en cours se traduiront vraisemblablement par des investissements ciblés sur les sites pour lesquels une montée en puissance est prévue, dans le prolongement de ceux déjà réalisés au Royaume-Uni et en Espagne depuis deux ans. Par ailleurs, le marché devrait être soutenu par l'augmentation des capacités de production de boîtes de vitesses à double embrayage, dont la part de marché dans les 3-4 prochaines années passera de 5% à 15%. Enfin, aux États-Unis, l'industrie automobile affiche une belle santé et planifie le lancement de plusieurs nouveaux modèles de véhicules dans les années à venir, laissant entrevoir de nouveaux projets pour les usines de moteurs (petits moteurs) et de transmission.

Dans le domaine de la logistique, la dynamique de 2014 devrait également se poursuivre en 2015. D'une part, plusieurs projets en cours au Japon, en Europe, aux États-Unis ou en Australie font partie de programmes plus larges s'étendant sur plusieurs années et permettent au Groupe de se positionner sur le long terme auprès de ses clients. D'autre part, le marché traditionnel s'ouvre désormais à de nouveaux acteurs issus de la distribution (Amazon) et à de nouvelles géographies, notamment la Chine (dans le sillage du développement de sociétés comme Alibaba).

Ciment

Dans le domaine du ciment, si la demande reste soutenue dans la majorité des régions émergentes, les difficultés de financement (Amérique du Sud, Asie du Sud-Est) et les tensions géopolitiques (Afrique, Moyen-Orient) rendent les décisions d'investissements incertaines. Par ailleurs, l'attentisme post-annonce de la fusion entre Lafarge et Holcim conduit pour l'instant au gel des projets envisagés dans un certain nombre de pays, tant par les deux majors que par leurs concurrents à l'affût d'opportunités de rachats d'actifs. Comme en 2014, le marché devrait donc être soutenu principalement par l'activité de quelques producteurs régionaux disposant de ressources financières suffisantes pour investir. Le Groupe ne s'attend donc pas à reproduire le niveau d'enregistrements record de 2014 ; en revanche, les projets en carnet lui assurent un excellent niveau d'activité pour les années 2015 et 2016.

Métal

Dans le domaine de l'aluminium primaire, aucun nouveau projet significatif de smelter n'a été engagé depuis près de trois ans, alors que la demande continue de croître année après année et que les capacités existantes ne devraient plus permettre de l'absorber au-delà de 2016. Parallèlement, la baisse des cours du pétrole devrait encourager les producteurs à confirmer les décisions d'investissements envisagées, le coût de l'énergie représentant 30 à 40% du prix de revient de l'aluminium. Un certain nombre de projets devraient donc se confirmer dans les mois à venir, en particulier au Moyen-Orient, même si les premières commandes significatives ne devraient être effectivement passées que début 2016.

Dans le domaine de la sidérurgie, la situation reste contrastée. Sur le segment de l'acier plat, la Chine continue, malgré ses surcapacités, à importer des aciers à haute valeur ajoutée, en particulier pour répondre à la demande liée à la croissance du marché automobile. Dans la continuité de l'année 2014, quelques nouveaux investissements devraient donc y être autorisés pour des lignes de galvanisation et de recuit. En dehors de la Chine, deux pays pourraient prendre le relais : les États-Unis, où la bonne tenue des secteurs de la construction et de l'automobile pourrait déboucher sur des projets de modernisation de lignes existantes (en particulier celles capables de produire de nouveaux alliages), et l'Inde, où l'arrivée d'un nouveau gouvernement réformateur pourrait rétablir la confiance et relancer des projets capacitaires à l'arrêt depuis plus de deux ans. Sur le segment de l'acier tubulaire, l'environnement commercial sera en revanche affecté, d'une part, par la baisse des cours du pétrole, qui remet en cause de nombreux projets dans les hydrocarbures (exploration, gaz de schiste) et, d'autre part, par la situation de la Russie (sanctions, chute du rouble), marché traditionnel pour les technologies du Groupe. L'activité plus généraliste de production de tubes soudés à destination du secteur de la construction devrait toutefois se maintenir.

Énergie

Dans le domaine de l'énergie, la chute des cours du pétrole affectera le segment de la cryogénie, sur lequel les retours sur investissements des projets attendus sont désormais remis en cause et nécessitent un réexamen approfondi : pour la seconde année consécutive, les enregistrements de commandes devraient donc rester à un niveau relativement bas, ce qui se reflètera sur l'activité des filiales du Groupe opérant dans ce secteur en 2015. Elle devrait en revanche ne concerner que marginalement les activités de Fives sur les segments du sucre (marché de l'éthanol, dont la production devient moins rentable) et de la combustion (marché des champs pétrolifères), qui devraient même bénéficier d'opportunités intéressantes : dans le sucre, malgré la faiblesse des cours, la croissance de la consommation mondiale fait émerger quelques projets d'usines nouvelles et d'extensions de capacités en Afrique de l'Est, notamment au travers de financement chinois et indiens ; dans la combustion, la reprise plus nette attendue aux États-Unis et en Europe devrait contribuer à

relancer les investissements, notamment dans un souci de productivité et d'efficacité environnementale. Enfin, sur le segment de la tuyauterie industrielle à destination du nucléaire français, la réduction du volume de travaux supplémentaires attendus sur le projet de construction neuve de l'EPR de Flamanville devrait être compensée par une progression des commandes dans le domaine de la maintenance nucléaire et des services.

Aéronautique et usinage de précision

Dans le domaine de l'aéronautique, il est dorénavant acquis que la montée en cadence de la production des deux grands avionneurs se fera de façon plus progressive qu'anticipé, malgré des carnets de commandes record ; des programmes importants se décideront toutefois dès 2015 en Amérique du Nord et en Europe. Par ailleurs, si le marché russe devrait rester à l'arrêt, des opportunités identifiées en Chine et au Japon pourraient prendre le relais. Dans le domaine de l'usinage de précision, en revanche, aucune amélioration n'est attendue par rapport à 2014 dans les secteurs minier et des hydrocarbures.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de quatre membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65^e anniversaire.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

Frédéric Sanchez, 55 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.
Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.
Membre du Conseil de surveillance de Holding d'Infrastructures des Métiers de l'Environnement SAS.
Président et membre du Conseil d'administration de Cameron France Holding SAS.

Martin Duverne, 58 ans, membre du Directoire en charge des divisions Énergie et Logistique.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Lucile Ribot, 48 ans, membre du Directoire.

Nommée à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Jean-Camille Uring, 64 ans, membre du Directoire en charge de la division Automobile, Aéronautique et Industries de transformation.

Nommé à cette fonction le 28 mars 2012, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 5 octobre 2015, jour de ses 65 ans conformément à l'article 9 des statuts.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de six membres depuis le 6 février 2015, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2014, il s'est réuni le 28 mars, le 25 juin, le 27 juin, le 29 septembre et le 18 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 66 ans, Président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Directeur général de Gestao Empresarial.

Partner de Semco Partner.

Membre du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën.

Jacques Lefèvre, 77 ans, Président d'Honneur et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 20 décembre 2012 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats :

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement Maroc.

Dominique Gaillard, 55 ans, Vice-président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 17 octobre 2012 (et renouvelé le 25 juin 2013). Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Lise Fauconnier, 49 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012 et renouvelée le 25 juin 2015, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Antonio Marcegaglia, 51 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 27 juin 2014, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Principaux autres mandats :

Président-Directeur général de Marcegaglia Spa.

Jean-Georges Malcor, 58 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Directeur général et Administrateur de CGG.

Administrateur et membre du Comité d'audit et du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités :

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an, dans une composition resserrée ou élargie en fonction des thèmes à traiter.

Gouvernement d'entreprise

Au cours de l'année 2014, il s'est réuni le 1^{er} avril, le 30 juin, le 22 septembre et le 15 décembre et a débattu des principaux sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- santé, sécurité, environnement ;
- éthique des affaires ;
- conformité des opérations d'exportation ;
- organisation du Groupe en Chine ;
- synergies intra groupe en matière d'offre produit.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Daniel Brunelli-Brondex, 54 ans,
Directeur Pays Inde.

Benoît Caratgé, 61 ans,
Directeur de la division Acier/Verre.

Jean-Marie Caroff, 53 ans,
Directeur du développement international.

Alain Cordonnier, 54 ans,
Directeur de la division Ciment.

Michel Dancette, 61 ans,
Directeur innovation et prospective.

Sylvain Dulude, 52 ans,
Directeur Pays Amérique du Nord.

Frédéric Renaud, 62 ans,
Directeur Pays Italie.

Jean-Paul Sauteraud, 63 ans,
Directeur juridique.

Michelle XY Shan, 49 ans,
Directeur Pays Chine.

Paule Viallon, 49 ans,
Directeur des ressources humaines.

Hugues Vincent, 59 ans,
Directeur de la division Aluminium.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LES COMITÉS D'ORIENTATION

Le Directoire a institué des Comités d'orientation par zone géographique dont la vocation première est d'être le creuset de la créativité du Groupe.

Ces Comités, rassemblant, par zone géographique, des directeurs généraux de filiales, ainsi que certains responsables des départements fonctionnels de Fives et/ou du pays concerné, créent de la transversalité régionale et assurent une proximité des organes de direction du Groupe avec les besoins opérationnels.

La composition des Comités d'orientation est fixée par le Président du Directoire en début d'année pour l'année à venir, en fonction des enjeux et priorités stratégiques.

Mise en œuvre dès 2012 sur les zones France, Amérique du Nord et Chine, l'organisation de tels comités s'étendra ultérieurement à d'autres pays, en accompagnement du développement du Groupe.

Les Comités d'Orientation se réunissent trois à quatre fois par an.

LE COMITÉ DE COORDINATION

Le Directoire, souhaitant renforcer la transversalité fonctionnelle, a créé le Comité de coordination, composé de l'ensemble des Directeurs de départements fonctionnels de Fives, dont la vocation est :

- d'accompagner globalement les filiales du Groupe dans leur développement ;
- de relayer la communication informelle ;
- d'assurer la cohérence des politiques et mesures préconisées.

Le Comité de coordination se réunit deux à trois fois par an.

LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des comptes.
Lise Fauconnier, membre du Comité des comptes.
Jacques Lefèvre, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2014, il s'est réuni le 28 mars et le 29 septembre.

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des nominations et des rémunérations.
Jean-Georges Malcor, membre du Comité des nominations et des rémunérations.

En 2014, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 28 mars.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel de directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux et Directeurs généraux délégués (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants:

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont:

- **Ernst & Young et Autres**, représenté par Marc Stoessel. Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Auditex**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Beas**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2014 à 102 723 764 €. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2014.

Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2014 est la société FL Investco. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99 %. FL Investco fera l'objet d'une fusion-absorption par son associé unique, la société Novafives, au premier semestre 2015 ; cette dernière deviendra à cette date le principal actionnaire de Fives.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2014, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

L'Assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 39 996 699,60 €, soit 18,30 € par action.

Il n'a été versé aucun dividende au cours des exercices 2013 et 2014.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 27-29 rue de Provence, 75009 Paris.

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

Conditions de tenue des Assemblées générales

(résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales.

Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	30	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	45
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	31	4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES	46
BILANS CONSOLIDÉS.....	32	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	47
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	34	5.1. I.T.A.S.	47
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	35	5.2. Finalisation des valeurs d'entrée de Fives OTO	48
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	36	5.3. Autres mouvements de périmètre.....	48
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	36	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	49
2. PRINCIPES COMPTABLES	36	6.1. Information par secteur opérationnel.....	49
2.1. Déclaration de conformité.....	36	6.2. Chiffre d'affaires	50
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	37	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	51
2.3. Présentation des états financiers.....	37	6.4. Frais de recherche et développement	51
2.4. Méthodes de consolidation.....	37	6.5. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	51
2.5. Jugements et estimations significatifs	37	6.6. Résultat financier.....	52
2.6. Transactions en devises étrangères.....	38	6.7. Charge d'impôt	52
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	38	6.8. Écarts d'acquisition	54
2.8. Information sectorielle.....	39	6.9. Immobilisations incorporelles.....	54
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	39	6.10. Immobilisations corporelles	55
2.10. Frais de recherche et développement	39	6.11. Actifs financiers courants et non courants.....	56
2.11. Immobilisations incorporelles.....	40	6.12. Stocks et travaux en cours.....	57
2.12. Immobilisations corporelles	40	6.13. Contrats de construction.....	57
2.13. Contrats de location-financement.....	40	6.14. Créances clients.....	57
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	40	6.15. Autres actifs courants.....	59
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	41	6.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	59
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	41	6.17. Tableau des flux de trésorerie	60
2.17. Instruments dérivés	42	6.18. Capitaux propres.....	60
2.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	42	6.19. Provisions courantes et non courantes	61
2.19. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	43	6.20. Passifs financiers courants et non courants	65
2.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie	43	6.21. Autres passifs courants et non courants.....	67
2.21. Provisions	43	6.22. Contrats de location.....	67
2.22. Engagements en matière de retraites.....	43	6.23. Gestion des risques financiers.....	68
2.23. Provision pour médailles du travail	44	6.24. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories	72
2.24. Impôts sur les résultats.....	44	6.25. Engagements hors bilan	72
		6.26. Parties liées.....	72
		6.27. Honoraires des commissaires aux comptes.....	73
		6.28. Événements postérieurs à la clôture.....	73
		6.29. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2014.....	74

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2014	2013*
Chiffre d'affaires	6.2	1 560 489	1 626 213
Coût des ventes		(1 167 133)	(1 265 766)
Ajustement de juste valeur des encours de production des acquisitions		(376)	(296)
Marge brute		392 980	360 151
Frais commerciaux		(93 287)	(85 124)
Frais administratifs		(154 347)	(135 200)
Frais de recherche et développement	6.4	(29 633)	(23 700)
Participation et intéressement des salariés		(3 603)	(5 411)
Autres produits et charges opérationnels		117	2 323
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.5	(19 581)	(9 466)
Résultat opérationnel courant		92 646	103 574
<i>dont résultat opérationnel courant avant effet des écritures d'allocation comptable des prix d'acquisition</i>		<i>112 603</i>	<i>113 336</i>
Coûts de restructuration		(3 910)	(835)
Pertes de valeur			
Résultat de cessions et frais d'acquisition		(390)	(5 531)
Résultat opérationnel		88 346	97 208
Coût de l'endettement financier net	6.6	(5 192)	(1 733)
Autres produits et charges financiers	6.6	28 280	(15 600)
Résultat financier		23 088	(17 333)
Résultat avant impôt		111 434	79 875
Charge d'impôt	6.7	(36 324)	(35 896)
Quote-part de résultat des S.M.E.		298	
Résultat net de l'ensemble consolidé		75 408	43 979
<i>dont résultat net avant effet des écritures d'allocation comptable des prix d'acquisition</i>		<i>89 624</i>	<i>50 345</i>
Part du groupe Fives		74 908	42 835
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		500	1 144

Le résultat opérationnel courant avant écritures d'allocation comptable des prix d'acquisition correspond au résultat opérationnel courant retraité de l'effet de l'ajustement de juste valeur des en-cours de production des sociétés acquises et retraité des amortissements des incorporels liés aux acquisitions.

*Les amortissements des incorporels liés aux acquisitions ainsi que l'impôt associé ont été révisés (cf note 4).

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2014	2013*
Résultat net de l'ensemble consolidé		75 408	43 979
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		257	792
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(105)	(277)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture			11
Impôts différés sur la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture			(4)
Variation des écarts de conversion		12 801	(4 907)
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		12 953	(4 385)
Gains et pertes actuariels	6.19	(2 842)	8 816
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		945	(2 065)
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		(1 897)	6 751
Résultat global		86 464	46 345
Attribuable:			
- Groupe		86 021	45 155
- Participations ne donnant pas le contrôle		444	1 190

*Le résultat net de l'exercice 2013 a été révisé (cf note 4)

BILANS CONSOLIDÉS**ACTIFS**

En milliers d'euros	Notes	31.12.14	31.12.13*
Écarts d'acquisition	6.8	214 253	189 357
Immobilisations incorporelles	6.9	110 995	116 235
Immobilisations corporelles	6.10	166 595	163 390
Actifs financiers non courants	6.11	8 880	7 889
Impôts différés actifs		28 603	32 903
Actifs non courants		529 326	509 774
Stocks et travaux en cours	6.12	171 633	191 468
Contrats de construction - montants à l'actif	6.13	104 052	82 628
Créances clients	6.14	332 192	352 521
Autres actifs courants	6.15	64 091	55 635
Actifs financiers courants	6.11	7 787	5 626
Actifs d'impôts courants		18 424	12 911
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.16	165 607	245 388
Actifs courants		863 786	946 177
Total actif		1 393 113	1 455 951

*Les valeurs au 31 décembre 2013 ont été révisées (cf. note 4)

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.14	31.12.13*
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		181 449	139 970
Écarts de conversion		15 172	2 560
Résultat net part du Groupe		74 908	42 835
Capitaux propres - Part du Groupe		374 253	288 089
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 165	3 021
Capitaux propres	6.18	376 418	291 110
Provisions non courantes	6.19	64 989	58 682
Passifs financiers non courants	6.20	101 099	169 727
Autres passifs non courants	6.21	1 469	1 883
Impôts différés passifs		6 412	13 821
Passifs non courants		173 969	244 113
Provisions courantes	6.19	104 229	112 300
Passifs financiers courants	6.20	52 700	71 738
Contrats de construction - montants au passif	6.13	214 026	225 742
Fournisseurs et comptes rattachés		258 321	263 625
Dettes d'impôts courants		12 478	16 440
Autres passifs courants	6.21	200 972	230 883
Passifs courants		842 726	920 728
Total passifs et capitaux propres		1 393 113	1 455 951

*Les valeurs au 31 décembre 2013 ont été révisées (cf. note 4)

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2014	2013*
Trésorerie à l'ouverture		242 404	265 563
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		75 408	43 979
Élimination de la variation des provisions non courantes		(4 082)	(1 523)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		42 058	29 084
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		46	5 320
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		(298)	
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(33 564)	16 327
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		36 324	35 896
Élimination du coût de l'endettement financier net		5 192	1 733
Capacité d'autofinancement		121 084	130 816
Variation du BFR liée à l'activité	6.17	(44 130)	1 286
Impôts sur les sociétés payés		(39 212)	(36 234)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		37 742	95 868
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(21 935)	(22 460)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		808	334
Variation des actifs financiers		(498)	405
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(4 930)	(211 437)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(26 555)	(233 158)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(695)	(543)
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		(540)	
Variation des dettes financières		(91 857)	127 645
Intérêts financiers nets décaissés		(5 673)	267
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(98 765)	127 368
Incidence de la variation des cours de change		9 149	(13 238)
Variation de trésorerie		(78 429)	(23 159)
Trésorerie à la clôture	6.17	163 975	242 404

*Les valeurs au 31 décembre 2013 ont été révisées (cf. note 4).

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014	102 724	191 537	(9 269)	2 560		537	288 089	3 021	291 110
Résultat net de la période		74 908					74 908	500	75 408
Autres éléments du résultat global			(1 783)	12 743		152	11 112	(56)	11 056
Résultat net et autres éléments du résultat global		74 908	(1 783)	12 743		152	86 021	444	86 464
Distribution de dividendes								(725)	(725)
Variation de périmètre		59					59	(570)	(511)
Autres variations		31	73	(131)		111	84	(5)	79
Capitaux propres au 31.12.2014	102 724	266 535	(10 979)	15 172		800	374 253	2 165	376 418
En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	102 724	148 366	(15 966)	7 517	(7)	22	242 656	2 376	245 032
Résultat net de la période		43 444					43 444	1 144	44 588
Autres éléments du résultat global			6 697	(4 900)	7	515	2 319	47	2 366
Résultat net et autres éléments du résultat global		43 444	6 697	(4 900)	7	515	45 763	1 191	46 954
Distribution de dividendes								(543)	(543)
Autres variations		336		(57)			279	(3)	276
Capitaux propres au 31 décembre 2013	102 724	192 146	(9 269)	2 560		537	288 698	3 021	291 719
Effets de la révision des valeurs d'entrée Fives OTO		(609)					(609)		(609)
Capitaux propres au 31.12.2013 retraités	102 724	191 537	(9 269)	2 560		537	288 089	3 021	291 110

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « Société ») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 23 mars 2015. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 25 juin 2015.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2014. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les normes suivantes sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 et d'application rétrospective conformément à IAS8 :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 28 R « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 10, 11, 12 « dispositions transitoires » ;
- Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- Amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- Amendements à IAS 39 et IFRS 9 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

Leur application n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Par ailleurs, les états financiers du Groupe n'intègrent pas les éventuels impacts de l'interprétation IFRIC 21 « droits ou taxes », adoptée par l'Union Européenne au 31 décembre 2014, mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts postérieurement au 31 décembre 2014.

Les textes suivants, concernant des règles et méthodes comptables appliquées spécifiquement par le Groupe, n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » ;
- la norme IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- les amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissements acceptables » ;
- les amendements à IFRS 11 « Acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes » ;
- les amendements à IFRS 10 et à IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ».

Le Groupe en étudie actuellement les impacts potentiels.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission.

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque la détention des droits de vote, directe et indirecte, est supérieure à 50%. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.29.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les autres actifs non financiers amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 2.14 « Pertes de valeurs des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles ».

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants : (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères », les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne « Écarts de conversion ».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le « principal décideur opérationnel » du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et

passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les éventuelles pertes de valeur sont enregistrées sur la ligne « pertes de valeur » du compte de résultat.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne « résultat de cessions et frais d'acquisitions » du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS10 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;

- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France. Ces crédits d'impôt sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation:

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie.

La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management:

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe et est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.8.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêtés comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan:

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend:

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises, le cas échéant, par la souscription de polices COFACE change.

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés désignés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couvertures de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

Contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

La marge à terminaison est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

2.19. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS CONTRATS DE CONSTRUCTION)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.21. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Contrats de construction – montants à l'actif » ou « Contrats de construction – montants au passif ».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les provisions sont détaillées en note 6.19.

2.22. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante:

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.23. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.24. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE comme un impôt sur les résultats.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par:

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Contexte économique

Portés par deux contrats de cimenteries clés en mains mis en vigueur dans l'année, les enregistrements de commandes du Groupe ont atteint en 2014 le chiffre record de 1865 M€, en hausse de 52% après une année 2013 décevante (1227 M€).

Le ralentissement économique des pays émergents, couplé à l'apparition de tensions géopolitiques régionales et à une croissance industrielle inférieure aux attentes aux États-Unis, a cependant affecté le niveau des petites et moyennes commandes, dont la progression a été modeste.

Cette situation s'est directement reflétée sur le chiffre d'affaires de l'année (les deux grands contrats de cimenteries n'ayant encore que très peu avancé), qui s'établit à 1560 M€, en baisse de 4% par rapport à 2013 (1626 M€). L'EBITDA résiste tout de même et s'affiche à 135,1 M€, en légère progression par rapport à 2013 (133,0 M€).

Le carnet de commandes à la clôture de l'exercice, à 1494 M€, progresse pour sa part de 33% par rapport à celui d'ouverture (1125 M€) et donne au Groupe une bonne visibilité sur son niveau d'activité pour 2015.

Croissance externe

Le 29 janvier 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition de la société I.T.A.S. Cette opération est décrite en note 5. Périmètre de consolidation.

4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

Les justes valeurs d'entrée de Fives OTO au 30 septembre 2013 ont été finalisées conformément à IFRS 3 (cf note 5.2).

La période comparative des comptes de résultat consolidés n'a été affectée qu'à hauteur du montant des amortissements complémentaires nets d'impôt différé, soit 609K€. Les flux de trésorerie comparatifs n'ont pas été affectés par ces montants.

L'impact des ajustements des valeurs d'entrées de Fives OTO se présente de la façon suivante :

ACTIFS

En milliers d'euros	31.12.13 publié	Variations	31.12.13
Écarts d'acquisition	200 131	(10 774)	189 357
Immobilisations incorporelles	101 305	14 930	116 235
Immobilisations corporelles	163 390		163 390
Actifs financiers non courants	7 889		7 889
Impôts différés actifs	32 147	756	32 903
Actifs non courants	504 862	4 912	509 774
Stocks et travaux en cours	195 503	(4 035)	191 468
Contrats de construction - montants à l'actif	81 618	1 010	82 628
Créances clients	353 026	(505)	352 521
Autres actifs courants	53 822	1 813	55 635
Actifs financiers courants	5 626		5 626
Actifs d'impôts courants	16 064	(3 153)	12 911
Trésorerie et équivalents de trésorerie	245 388		245 388
Actifs courants	951 047	(4 870)	946 177
Total actif	1 455 909	42	1 455 951

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31.12.13 publié	Variations	31.12.13
Capital social	102 724		102 724
Primes et réserves consolidées	139 970		139 970
Écarts de conversion	2 560		2 560
Résultat net part du Groupe	43 444	(609)	42 835
Capitaux propres - Part du Groupe	288 698	(609)	288 089
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	3 021		3 021
Capitaux propres	291 719	(609)	291 110
Provisions non courantes	58 682		58 682
Passifs financiers non courants	169 727		169 727
Autres passifs non courants	1 883		1 883
Impôts différés passifs	9 714	4 107	13 821
Passifs non courants	240 006	4 107	244 113
Provisions courantes	112 028	272	112 300
Passifs financiers courants	71 738		71 738
Contrats de construction - montants au passif	225 742		225 742
Fournisseurs et comptes rattachés	263 625		263 625
Dettes d'impôts courants	20 166	(3 726)	16 440
Autres passifs courants	230 885	(2)	230 883
Passifs courants	924 184	(3 456)	920 728
Total passifs et capitaux propres	1 455 909	42	1 455 951

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014 figure en note 6.29.

5.1. I.T.A.S.

Prise de contrôle de la société I.T.A.S.

Le Groupe a acquis le 29 janvier 2014, la société I.T.A.S. (Impianti Termotecnici Applicazioni Speciali S.p.A), devenue Fives ITAS.

Fives ITAS est une entreprise italienne spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de combustion. Cette opération permet au Groupe de compléter son offre dans les secteurs du gaz, du pétrole et les applications environnementales.

Les états financiers du Groupe intègrent les comptes de Fives ITAS à compter du 1^{er} janvier 2014, le 31 décembre 2013 étant l'arrêté comptable d'I.T.A.S. le plus proche de la date d'acquisition.

Valeur d'acquisition et autres informations relatives à la transaction

La contrepartie transférée pour 100% d'I.T.A.S. s'élève à 12,1M€. Elle a été intégralement financée sur la trésorerie propre du Groupe.

Les frais d'acquisition encourus en 2014 se sont élevés à 41K€ avant effet d'impôt (la majorité des frais ayant été encourus en 2013). Ils sont inclus dans le poste « Résultat de cessions et frais d'acquisition ». Sous déduction de la trésorerie nette acquise, cette opération s'est traduite par un décaissement net de 6,7M€ en 2014.

La contribution de Fives ITAS au résultat opérationnel courant du Groupe, au cours de la période de reporting est la suivante:

En milliers d'euros	Contribution aux comptes consolidés (12 mois)
Chiffre d'affaires	32 558
Coût des ventes	(25 304)
Marge brute	7 254
Résultat opérationnel courant	1 409
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(651)
Autres dotations aux amortissements	(67)
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	(718)

Travaux d'évaluation et affectation du prix d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

Les principaux retraitements opérés dans le cadre du bilan d'entrée ont été comptabilisés sur la base d'évaluations réalisées en interne. Les principaux éléments identifiés sont les suivants:

Juste valeur des relations clients et du carnet de commandes

Elle est calculée sur la base de l'écoulement prévisionnel du carnet et d'un taux de récurrence de la relation client dans le temps. La juste valeur des relations clients est sensible au taux d'attrition retenu.

Estimation des passifs éventuels

Le Groupe a procédé à une revue des méthodes comptables de la société et l'homogénéisation des méthodes avec celles du Groupe a conduit à la reconnaissance, notamment, de provisions pour garantie.

Les valeurs d'entrée définitives de la société se présentent de la manière suivante:

En milliers d'euros	Justes valeurs IFRS 3
Actifs incorporels	2 207
Actifs corporels	247
Actifs financiers	7
Stocks	657
Clients	10 342
Autres débiteurs*	5 539
Trésorerie et équivalents	5 405
Total des actifs	24 403
Provisions	3 654
Fournisseurs	7 770
Autres créditeurs*	5 739
Total des passifs	17 162
Actif net	7 240
Coût d'acquisition	12 075
Écart d'acquisition	4 835

* incluant les impôts différés sur revalorisations et homogénéisation.

5.2. FINALISATION DES VALEURS D'ENTRÉE DE FIVES OTO

Le Groupe a finalisé les valeurs d'entrée qui avaient été reconnues dans les comptes au 31 décembre 2013 sur la base des travaux d'un expert évaluateur externe. Le bilan du Groupe au 31 décembre 2013 a été modifié en conséquence (cf note 4 « comparabilité des exercices »).

Travaux d'évaluation et affectation du prix d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les principaux retraitements opérés dans le cadre du bilan d'entrée ont été comptabilisés sur la base des travaux réalisés par un cabinet d'évaluation externe. Les principaux éléments identifiés sont les suivants :

Juste valeur des technologies

La juste valeur des technologies a été déterminée en utilisant la méthode dite des redevances, basée sur des flux de trésorerie actualisés - DCF nets d'impôt -, fondée sur des données de marché et sur l'estimation d'un taux de royalties qui serait à verser pour l'utilisation des technologies considérées. Les principales hypothèses sont relatives notamment aux volumes de ventes générés par les technologies identifiées et aux marges associées, à l'efficacité de la protection intellectuelle mise en œuvre, au degré de difficulté à pénétrer le marché et au risque d'obsolescence. La juste valeur ainsi déterminée est sensible aux principales hypothèses considérées.

Juste valeur des relations clients et du carnet de commandes

Elle est calculée sur la base de l'écoulement prévisionnel du carnet et d'un taux de récurrence de la relation client dans le temps. La juste valeur des relations clients est sensible au taux d'attrition retenu.

Juste valeur des marques

La juste valeur des marques a été déterminée en utilisant la méthode dite des redevances, basée sur des flux de trésorerie actualisés - DCF nets d'impôt -, fondée sur des données de marché et sur l'estimation d'un taux de royalties qui serait à verser pour l'utilisation de cette marque. Cette juste valeur ainsi déterminée est donc sensible au taux de royalties utilisé principalement.

Juste valeur des autres actifs

Les autres actifs revalorisés prennent notamment en compte le stock de produits d'équipements en cours de production.

Estimation des passifs éventuels

L'affectation de la juste valeur des actifs et passifs a pris en compte les effets d'impôt différés.

L'ajustement des valeurs se présente de la façon suivante :

En milliers d'euros	Valeurs 30 sept. 13 publiées	Ajustement des justes valeurs	Justes valeurs 30 sept. 13 révisées
Total des actifs	91 548	9 876	101 424
Total des passifs	60 791	883	61 674
Actif net	30 757	8 993	39 750
Contrepartie transférée	61 521	(1 781)	59 740
Écart d'acquisition	30 764	(10 774)	19 990

5.3. AUTRES MOUVEMENTS DE PÉRIMÈTRE

Le 29 avril 2014, le Groupe a procédé au rachat de participations ne donnant pas le contrôle de Fives Pillard Espana SA, portant le pourcentage d'intérêt du Groupe dans la société de 57,07 % à 85,18 %.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Le Groupe a identifié les secteurs suivants :

- **Automobile/Logistique**: activité essentiellement à destination de l'industrie automobile et de l'industrie logistique ;
- **Ciment**: activité principalement à destination de l'industrie du ciment et des minéraux ;
- **Énergie**: activité principalement à destination des industries de production d'énergie de toute forme (nucléaire, fossile et renouvelable) ;
- **Métal**: activité principalement à destination des industries de la sidérurgie, du verre et de l'aluminium ;
- **Aéronautique et usinage de précision**: activité principalement à destination de l'aéronautique civile et militaire, des hydrocarbures et du secteur minier (biens d'équipement industriels, engins de chantier) ;
- **Autres**: activités non opérationnelles ou de holdings.

Information par secteur opérationnel

	2014	2013
Automobile/Logistique	477 984	542 837
Ciment	616 122	102 291
Énergie	287 986	276 296
Métal	294 896	227 848
Aéronautique et usinage de précision	188 044	78 019
Total enregistrements de commandes	1 865 032	1 227 291
Automobile/Logistique	521 765	564 346
Ciment	183 185	169 982
Énergie	298 674	326 214
Métal	339 656	461 457
Aéronautique et usinage de précision	217 209	104 214
Total chiffre d'affaires	1 560 489	1 626 213
Automobile/Logistique	50 123	48 587
Ciment	20 113	13 468
Énergie	16 680	23 680
Métal	29 075	29 735
Aéronautique et usinage de précision	(4 350)	4 591
Autres	(18 995)	(16 487)
Total résultat opérationnel courant	92 646	103 574
Automobile/Logistique	56 265	54 485
Ciment	22 118	14 557
Énergie	25 391	31 779
Métal	38 958	37 958
Aéronautique et usinage de précision	10 773	10 203
Autres	(18 425)	(16 030)
Résultat opérationnel courant avant amortissements et effet des écritures comptables liées aux allocations des prix d'acquisition	135 080	132 953

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.14	Auto. / logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et usinage de précision	Autres	Total
Écart d'acquisition	41 364	6 676	66 131	44 147	55 935		214 253
Immobilisations corporelles et incorporelles	57 825	9 429	54 841	65 849	86 746	2 900	277 590
Total actifs sectoriels	99 189	16 105	120 972	109 996	142 681	2 900	491 843
Autres actifs							901 269
Total actif							1 393 113

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2014	2013
Contrats de construction	867 327	995 220
Prestations de services	173 571	128 160
Vente de biens	519 591	502 833
Total	1 560 489	1 626 213

Chiffre d'affaires par pays de destination

	2014	2013
Europe	546 992	458 243
Afrique et Moyen-Orient	166 688	178 823
Amérique	450 373	531 235
Asie et Océanie	396 436	457 912
Total	1 560 489	1 626 213

Chiffre d'affaires par pays d'origine

	2014	2013
Europe	987 690	1 029 496
Afrique et Moyen-Orient	26 351	47 224
Amérique	418 213	387 928
Asie et Océanie	128 234	161 565
Total	1 560 489	1 626 213

Information relative aux principaux clients

Aucun client du Groupe ne représente plus de 5% du chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	2014	2013
Charges de personnel	489 690	426 824

Effectifs à fin de période

Par catégories	2014	2013
Ingénieurs et cadres	3 205	2 817
Agents de maîtrise et employés	2 833	3 086
Ouvriers	1 707	1 922
Total	7 745	7 825

Par types de contrat

	2014	2013
CDI	7 357	7 074
CDD	255	612
Contrats en alternance et stages	133	139
Total	7 745	7 825

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2014	2013
Frais de recherche et développement bruts	(33 104)	(28 072)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	3 471	4 372
Total	(29 633)	(23 700)

6.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	2014	2013
Inclus dans le coût des ventes	(12 652)	(12 017)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(9 825)	(7 601)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(19 581)	(9 466)
Total	(42 058)	(29 084)

6.6. RÉSULTAT FINANCIER**Coût de l'endettement financier net**

	2014	2013
Charges financières :		
- sur dettes bancaires et swaps de taux	(2 487)	(961)
- sur location financement	(82)	(108)
Autres charges d'intérêt	(3 497)	(3 345)
Étalement des frais d'émission	(1 106)	(371)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(7 172)	(4 785)
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 980	3 052
Total	(5 192)	(1 733)

Autres produits et charges financiers

	2014	2013
Revenus des participations	38	188
Résultat de change	31 695	(13 220)
- Profits (pertes) de change	32 246	(12 458)
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(552)	(762)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(1 743)	(1 858)
Dotation nette aux provisions financières	(1 042)	125
Autres éléments financiers	(668)	(835)
Total	28 280	(15 600)

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert des prêts intragroupe en devise consentis par Fives:

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes North American en 2008, Bronx en 2010 et Fives Machining Systems en 2013 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd, dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012 et poursuivi en 2013. Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.23.

6.7. CHARGE D'IMPÔT**Analyse de la charge d'impôt**

	2014	2013
Sociétés françaises intégrées fiscalement	(21 772)	(19 310)
Sociétés françaises non intégrées fiscalement	(2 159)	(2 170)
Sociétés non françaises	(12 897)	(15 822)
Sous-total impôt exigible	(36 828)	(37 302)
Impôt différé	504	1 406
Total	(36 324)	(35 896)

Taux effectif d'impôt

	2014	2013
Résultat avant impôt	111 434	79 875
Taux d'impôt de la maison mère	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique	(38 367)	(27 501)
Incidence:		
Différences de taux	4 852	2 636
Variation des impôts différés actifs non reconnus	2 163	(9 541)
Différences permanentes et autres éléments	(1 811)	1 600
(Charge)/produit d'impôt	(33 163)	(32 806)
Taux d'impôt effectif	29,76%	41,07%
Effet de la CVAE	(3 161)	(3 090)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(36 324)	(35 896)

Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis le 1^{er} janvier 2013 par Novafives (listé en note 6.29). L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Novafives.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.24.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit:

	31.12.13		Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Variation de périmètre	Écarts de conv. et autres	31.12.14	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif					Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	15 064		(449)	945	453	660	16 673	
Écarts d'acquisitions	1 044	(13 044)	(1 161)			(1 690)	2 166	(17 016)
Déficits fiscaux reportables			430					
Autres différences temporaires	40 038	(21 285)	608	(105)	(453)	2 706	40 064	(17 280)
Impôts différés actif (passif) bruts	56 902	(34 329)	(572)	840	(88)	1 676	58 902	(34 296)
Limitation des impôts différés actifs	(3 491)		1 076				(2 415)	
Compensation	(20 508)	20 508					(27 884)	27 884
Impôts différés actifs reconnus	32 903	(13 821)	1 753	840	(88)	1 676	28 603	(6 412)
Impôts différés nets	19 082						22 191	

6.8. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.13 Net	Variation de périmètre	Effet des var. de change	31.12.14 Net
Automobile/logistique	37 944		3 420	41 364
Ciment	1 663	4 835	178	6 676
Énergie	58 675		7 456	66 131
Métal	41 832		2 315	44 147
Aéronautique et usinage de précision	49 243		6 692	55 935
Total	189 357	4 835	20 061	214 253

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2014 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur. Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2015-2018 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2013) ;
- taux d'actualisation: 10% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2013).

Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire.

Analyse de sensibilité**Sensibilité aux taux**

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses défavorables suivantes: hausse de 1% du taux d'actualisation et baisse de 1% du taux de croissance de la valeur terminale.

Sur ces bases, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

Sensibilité aux flux

En cas de dégradation de 10% des flux de trésorerie long terme estimés de n'importe lequel des cinq secteurs du Groupe, il ne conviendrait pas de constater de perte de valeur.

6.9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Brevets développés en interne						
Technologies et R&D acquises	82 812	(23 638)	59 175	74 726	(13 401)	61 325
Marques acquises	19 324	(3 865)	15 459	17 309		17 309
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	48 212	(20 825)	27 387	41 330	(11 019)	30 311
Concessions, brevets et licences	26 499	(20 821)	5 678	23 499	(18 464)	5 035
Autres immobilisations incorporelles	10 166	(6 868)	3 298	6 193	(3 938)	2 255
Total	187 013	(76 018)	110 995	163 057	(46 822)	116 235

Depuis le 1^{er} janvier 2014, suite à l'adoption de sa nouvelle politique de marque, le Groupe amortit les marques acquises sur une durée de 5 ans.

Au 31 décembre 2014, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.13	163 057	(46 822)	116 235
Acquisitions	3 136		3 136
Sorties et cessions	(1 933)	1 932	(1)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(22 942)	(22 942)
Reclassements	4 513	(3 205)	1 308
Variations de périmètre	2 206		2 206
Effet des variations de change	16 034	(4 981)	11 053
Solde au 31.12.14	187 013	(76 018)	110 995

Au 31 décembre 2013, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.12	61 757	(31 047)	30 710
Acquisitions	2 029		2 029
Sorties et cessions	(179)	174	(5)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(10 827)	(10 827)
Reclassements	(3)	3	
Variations de périmètre	87 293	(5 390)	81 903
Effet des variations de change	12 160	265	12 425
Solde au 31.12.13	163 057	(46 822)	116 235

6.10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	20 591	(308)	20 283	20 778	(450)	20 328
Terrains en crédit-bail	1 541		1 541	1 541		1 541
Constructions	144 372	(67 595)	76 777	135 278	(60 767)	74 511
Constructions en crédit-bail	11 758	(6 017)	5 741	11 758	(5 421)	6 337
Installations techniques, matériel et outillages	171 714	(126 582)	45 132	154 548	(114 083)	40 465
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail				668	(466)	202
Autres immobilisations	51 434	(38 078)	13 356	49 720	(37 078)	12 642
Immobilisations en cours	3 303	(56)	3 247	5 712	(56)	5 656
Avances sur immobilisations	518		518	1 709		1 709
Total	405 231	(238 636)	166 595	381 711	(218 321)	163 390

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.13	381 711	(218 321)	163 390
Acquisitions	17 193		17 193
Sorties et cessions	(7 823)	7 003	(820)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(19 116)	(19 116)
Reclassements	(1 081)	(197)	(1 278)
Variations de périmètre	247		247
Effet des variations de change	14 984	(8 005)	6 979
Solde au 31.12.14	405 231	(238 636)	166 595

Au 31 décembre 2013, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.12	284 712	(167 770)	116 942
Acquisitions	22 214		22 214
Sorties et cessions	(3 387)	2 954	(433)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(17 422)	(17 422)
Reclassements	(51)	208	157
Variations de périmètre	83 681	(39 317)	44 364
Effet des variations de change	(5 458)	3 026	(2 432)
Solde au 31.12.13	381 711	(218 321)	163 390

6.11. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Actifs financiers non courants

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	6 748	(2 641)	4 107	5 373	(1 814)	3 559
Titres mis en équivalence	298		298			
Créances rattachées à des participations	110	(88)	22	45	(45)	
Autres immobilisations financières	4 643	(190)	4 453	4 551	(221)	4 330
Total	11 799	(2 919)	8 880	9 969	(2 080)	7 889

L'augmentation de la valeur brute des titres disponibles à la vente inclut une variation de juste valeur de 257K€ au 31 décembre 2014 (105K€ nets d'impôt).

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2014:

	31.12.14		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	110	110	
Autres immobilisations financières	4 643	1 581	3 062
Total	4 753	1 691	3 062

Actifs financiers courants

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	5 220		5 220	2 365		2 365
Créances rattachées à des participations	360	(68)	292	626	(59)	567
Prêts	79		79	91		91
Intérêts courus sur créances et prêts	1		1	10		10
Autres	2 195		2 195	2 593		2 593
Total actifs financiers courants	7 855	(68)	7 787	5 685	(59)	5 626

6.12. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	65 829	(16 511)	49 318	64 150	(14 698)	49 452
Encours de production sur contrats à l'achèvement	98 670	(4 379)	94 291	118 312	(4 817)	113 495
Produits intermédiaires et finis	37 866	(9 842)	28 024	38 613	(10 092)	28 521
Total	202 365	(30 732)	171 633	221 075	(29 607)	191 468

6.13. CONTRATS DE CONSTRUCTION

	31.12.14		31.12.13	
	Brut	Dépréc.	Brut	Dépréc.
Contrats de construction - montants à l'actif	104 052		82 628	
Contrats de construction - montants au passif	(214 026)		(225 742)	
Net	(109 974)		(143 114)	

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante:

	31.12.14		31.12.13	
	Brut	Dépréc.	Brut	Dépréc.
Coûts et marges dégagés à l'avancement	1 436 960		1 600 884	
Facturation intermédiaire	(1 544 339)		(1 743 785)	
Provisions pour pertes à terminaison	(2 595)		(213)	
Net	(109 975)		(143 114)	

6.14. CRÉANCES CLIENTS

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	343 095	(10 902)	332 192	363 756	(11 235)	352 521

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2014	(11 235)	(1 763)	2 730	(526)	(108)	(10 902)
2013	(9 409)	(3 477)	3 193	295	(1 837)	(11 235)

Les autres variations sont liées aux entrées de périmètre de Fives ITAS en 2014, et des sous-groupes Fives Machining Systems, Fives Forest-Liné et Fives OTO en 2013.

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2014:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2014	332 192	258 216	35 222	19 850	18 904

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants:

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

6.15. AUTRES ACTIFS COURANTS

	31.12.14	31.12.13
Créances de TVA et taxes assimilées	17 261	19 206
Avances et acomptes versés	26 245	13 608
Créances diverses	9 889	10 879
Charges constatées d'avance	10 696	11 942
Total	64 091	55 635

6.16. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.14	31.12.13
Équivalents de trésorerie	50 774	116 015
Disponibilités	114 833	129 373
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	165 607	245 388

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	50 436						338	50 774
Disponibilités	26 656	18 823	6 656	30 547	11 299	2 902	17 950	114 833
Total 31.12.14	77 092	18 823	6 656	30 547	11 299	2 902	18 288	165 607
Swaps de change	(90 181)	38 493	17 264	5 671	18 751	10 002		
Total 31.12.14 avant swaps	(13 089)	57 316	23 920	36 218	30 050	12 904	18 288	165 607

Au 31 décembre 2013, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	115 911	4					100	116 015
Disponibilités	31 607	27 558	8 671	28 733	5 285	8 492	19 029	129 373
Total 31.12.13	147 518	27 562	8 671	28 733	5 285	8 492	19 129	245 388
Swaps de change	(43 621)	21 930	14 763	2 391	4 539			
Total 31.12.13 avant swaps	103 896	49 492	23 434	31 123	9 823	8 492	19 129	245 388

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

6.17. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**Trésorerie nette**

	31.12.14	31.12.13
Équivalents de trésorerie	50 774	116 015
Disponibilités	114 833	129 373
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	165 607	245 388
Concours bancaires courants	(1 632)	(2 984)
Total	163 975	242 404

Variation du BFR

	31.12.14	31.12.13	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(171 633)	(191 468)	21 357	(1 521)
Contrats de construction - montant à l'actif	(104 052)	(82 628)	(340)	(21 083)
Créances clients	(332 192)	(352 521)	20 831	(503)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(64 186)	(54 002)	(6 448)	(3 736)
Contrats de construction - montant au passif	214 026	225 742	(7 266)	(4 451)
Fournisseurs et comptes rattachés	258 321	263 625	(27 573)	22 268
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	200 835	228 162	(35 216)	7 888
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	1 119	36 910	(34 655)	(1 137)
Provisions courantes	104 229	112 300	(9 475)	1 405
Besoin en fonds de roulement	105 348	149 210	(44 130)	268

* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion.

6.18. CAPITAUX PROPRES**Politique de gestion du capital**

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires.

Dans le cadre de la mise en place d'un prêt bancaire de 16M€ pour financer l'acquisition du sous-groupe OTO, le Groupe s'est engagé à maintenir un ratio dettes financières sur fonds propres inférieur à un certain seuil dans les comptes sociaux de Fives.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2014, comme au 31 décembre 2013, est composé de 2185612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature ; le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société FL Investco qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2014, comme au 31 décembre 2013. FL Investco est une société contrôlée par la société Novafives.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.19. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.13	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres*	31.12.14
Garantie	58 726	37 957	(15 472)	(25 230)	2 859	2 141	60 981
Litiges sur contrats	7 867	1 324	(483)	(5 422)	32	2 092	5 410
Pertes futures sur contrats	1 251	757	(263)	486	22	14	2 267
Charges sur commandes terminées	27 042	17 384	(9 347)	(9 039)	653	(2 351)	24 342
Autres provisions pour risques et charges	17 414	9 762	(6 959)	(5 448)	730	(4 271)	11 228
Total provisions courantes	112 300	67 184	(32 524)	(44 654)	4 296	(2 374)	104 229
Retraites	49 765	5 967	(6 967)	(274)	2 215	2 838	53 544
Autres avantages postérieurs à l'emploi	5 278	654	(515)	(365)	9	1 567	6 628
Autres provisions - part non courante	3 639	1 682	(1 668)	(2 261)	327	3 098	4 817
Total provisions non courantes	58 682	8 303	(9 150)	(2 900)	2 551	7 503	64 989

* résultant notamment des mouvements de périmètre

Au compte de résultat, les dotations et reprises se présentent de la manière suivante :

	2014	2013
Résultat opérationnel courant	16 392	(2 245)
Résultat opérationnel non courant	(768)	4 252
Résultat financier	(1 882)	(1 859)
Total dotations et reprises	13 742	148

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés (depuis le 30 novembre 2013 pour Fives Landis Ltd.) et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.14	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	2,1%	3,4 - 3,8%	3,4%	0,3%	2,1%	7,9 - 8%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	3,4 - 3,8%	NA	NA	NA	7,9 - 8%
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 2%	NA	NA	2%	NA	5%

31.12.13	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	3,1%	4,4 - 4,5%	3,9%	0,3%	3,1%	8 - 9,2%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	4,4 - 4,5%	NA	NA	NA	8 - 9,2%
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5%	NA	NA	2%	NA	5%

La valeur actuelle totale des obligations futures (« Defined Benefit Obligation ») s'élève à 106 380 K€ au 31 décembre 2014. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2014, l'engagement net à cette date s'établit à 53 545 K€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3 770 K€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2 027 K€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 743 K€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à 2 842 K€, hors effet d'impôt.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés concernent le TFR Italien, les médailles du travail en France ainsi qu'un engagement vis-à-vis des salariés d'une société japonaise.

	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraitée	22 270	8 191	63 434	2 940	649	322	97 805
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 554		342	21	67	43	2 027
Effet de l'actualisation	693	314	2 842	61		27	3 937
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations payées	(2 215)	(673)	(4 838)	(79)		(68)	(7 872)
Nouveaux écarts actuariels	1 629	577	2 273	294		55	4 828
Écart de change et autres	933	1 134	4 485	(933)	(5)	40	5 654
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.14	24 864	9 543	68 539	2 304	711	419	106 380

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			47 845			195	48 040
Rendement réel des actifs du régime			4 142			39	4 181
Cotisations versées par l'employeur			1 975			97	2 072
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(4 838)			(61)	(4 899)
Écart de change et autres			3 413			26	3 440
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.14			52 537			296	52 833

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	24 864	9 543	16 002	2 304	711	122	53 547
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.14	24 864	9 543	16 002	2 304	711	122	53 547

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2014

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 554		342	21	67	43	2 027
Effet de l'actualisation	693	314	2 842	61		27	3 937
Rendement attendu des actifs du régime			(2 158)			(37)	(2 194)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime							
Charge périodique nette comptabilisée en 2014	2 247	314	1 027	82	67	34	3 770

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES

Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765
Cotisations versées par l'employeur			(1 975)			(97)	(2 072)
Charge périodique nette comptabilisée	2 247	314	1 027	82	67	34	3 770
Prestations payées directement par l'employeur	(2 215)	(673)		(79)		(7)	(2 974)
Entrée de périmètre							
Écarts actuariels	1 629	577	289	294		53	2 842
Écart de change et autres	933	1 134	1 072	(933)	(5)	14	2 215
Provision au bilan au 31.12.14	24 864	9 543	16 002	2 304	711	123	53 545

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

En 2013, la variation se décomposait comme suit:

	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier	22 384		65 662	3 213	761	422	92 442
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 473		2 838	36	58	49	4 454
Effet de l'actualisation	671	127	2 620	78		25	3 521
Cotisations versées par les salariés			782				782
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime			(3 559)				(3 559)
Entrée de périmètre	1 792	8 765					10 557
Prestations payées	(2 190)	(199)	(1 162)	(265)		(70)	(3 886)
Nouveaux écarts actuariels	(1 860)	(176)	(2 344)	(122)		(46)	(4 550)
Écart de change et autres		(326)	(1 402)		(169)	(60)	(1 957)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.13	22 270	8 191	63 434	2 940	649	322	97 805

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			40 461			253	40 714
Rendement réel des actifs du régime			5 905			26	5 931
Cotisations versées par l'employeur			3 379			19	3 398
Cotisations versées par les salariés			782				782
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(1 162)			(65)	(1 227)
Écart de change et autres			(1 520)			(38)	(1 558)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.13			47 845			195	48 040

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.13	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2014							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 473		3 655	36	58	49	5 271
Effet de l'actualisation	671	127	2 620	78		26	3 522
Rendement attendu des actifs du régime			(1 638)			(26)	(1 664)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime			(3 559)				(3 559)
Charge périodique nette comptabilisée en 2013	2 144	127	1 077	114	58	49	3 569

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	22 384		25 200	3 213	761	170	51 728
Cotisations versées par l'employeur			(3 379)			(19)	(3 398)
Charge périodique nette comptabilisée	2 144	127	1 077	114	58	49	3 569
Prestations payées directement par l'employeur	(2 190)	(199)		(265)		(5)	(2 659)
Entrée de périmètre	1 792	8 765					10 557
Écarts actuariels	(1 860)	(176)	(6 611)	(122)		(46)	(8 816)
Écart de change et autres		(326)	(699)		(169)	(24)	(1 218)
Provision au bilan au 31.12.13	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765

Tableau des fonds investis

	2014		2013	
	Montant	%	Montant	%
Actions	26 476	50,11 %	17 396	32,93 %
Obligations et assimilés	15 498	29,33 %	17 015	32,21 %
Immobilier		0,00 %	2 690	5,09 %
Monétaire	4 727	8,95 %	5 752	10,89 %
Fonds diversifiés	6 132	11,61 %	5 187	9,82 %
Valeur de marché des fonds investis	52 833	100,00 %	48 040	100,00 %

Valeur actuelle des engagements

	31.12.14	31.12.13
Valeur de l'obligation	106 380	97 805
Valeur de marché des fonds investis	(52 833)	(48 040)
Valeur actuelle des engagements	53 547	49 765

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement:

	2014		2013	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	1 008	4,23%	755	3,29%
États-Unis	187	1,96%	141	1,73%
Royaume-Uni	2 961	4,32%	3 257	5,13%
Allemagne	91	3,94%	70	2,39%
Japon	1	0,14%	5	0,77%
Inde	6	1,49%	7	2,18%

6.20. PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

	31.12.14			31.12.13		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	50 458	16 181	66 639	58 299	15 427	73 726
Frais d'émission	(3 784)		(3 784)	(2 328)		(2 328)
Dettes de crédit-bail	4 548	915	5 463	5 535	845	6 380
Autres passifs financiers	49 877	28 810	78 687	108 221	47 493	155 714
Intérêts courus		798	798		2 371	2 371
Instruments dérivés passifs		4 348	4 348		2 618	2 618
Comptes créditeurs de banques		1 648	1 648		2 984	2 984
Total passifs financiers	101 099	52 700	153 799	169 727	71 738	241 465

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Le 30 mai 2013, la société Fives North American Combustion Inc. a souscrit auprès de sa banque de référence un emprunt de 35 MUSD. La totalité de la dette est libellée en dollars et porte intérêt à taux variable. La marge de crédit est fonction des niveaux de levier atteints par le sous-groupe Fives North American Combustion à la fin de chaque trimestre calendaire. Cette dette bancaire s'amortit trimestriellement selon un plan de remboursement linéaire s'étalant du 31 octobre 2013 au 31 mai 2018.

Dans le cadre de l'acquisition du sous-groupe OTO, Fives a signé le 28 août 2013 un contrat de prêt de 16 M€ avec l'une de ses banques de référence. Fives a tiré la totalité de la dette le 25 septembre 2013. La dette porte intérêt à taux variable, la marge de crédit n'est pas révisable. Elle s'amortit trimestriellement selon un plan de remboursement s'étalant du 30 juin 2014 au 30 juin 2017.

Par ailleurs, le 27 septembre 2013, Fives Italy S.r.l. a signé un contrat de prêt de 20 M€ auprès d'une banque italienne de premier rang. La dette porte intérêt à taux variable. La marge de crédit n'est pas révisable. Elle s'amortit semestriellement selon un plan de remboursement s'étalant du 31 mai 2014 au 30 septembre 2016.

Certaines clauses de ces contrats de crédit peuvent les rendre remboursables par anticipation. À la date d'arrêt des comptes, aucune de ces clauses ne trouve à s'appliquer.

Fives bénéficie par ailleurs d'un contrat de crédit renouvelable d'un montant en principal de 90 M€ mis en place en juillet 2014 et tirable jusqu'en juin 2019. Ce crédit n'est pas tiré au 31 décembre 2014.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers incluent principalement les emprunts auprès de la maison-mère FL Investco (64 M€ au 31 décembre 2014). Cette dette est amortissable sur quatre ans, selon un plan de remboursement s'étalant jusqu'en 2017.

Répartition de la dette par taux (avant opérations de couverture)

	31.12.14			31.12.13		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit		66 639	66 639		73 726	73 726
Frais d'émission	(3 784)		(3 784)	(2 328)		(2 328)
Dettes de crédit-bail	388	5 075	5 463	632	5 748	6 380
Autres passifs financiers	3 672	66 199	69 871	8 118	147 597	155 715
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée	798		798	2 371		2 371
Total emprunts et dettes financières	1 074	137 913	138 987	8 794	227 070	235 864

Répartition de la dette par devises

	31.12.14			31.12.13		
	Euros	USD	Total	Euros	USD	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	30 859	35 780	66 639	41 468	32 232	73 700
Frais d'émission	(3 179)	(605)	(3 784)	(1 627)	(675)	(2 302)
Dettes de crédit-bail	5 374	89	5 463	6 328	52	6 380
Autres passifs financiers	69 818	53	69 871	153 644	71	153 715
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée	742	56	798	2 298	73	2 371
Total emprunts et dettes financières	103 614	35 373	138 987	202 111	31 753	233 864

Au 31 décembre 2014, la dette financière en USD est constituée de l'emprunt moyen terme de Fives North American Combustion Inc. et de la ligne revolver de Fives Machining Systems.

6.21. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

	31.12.14	31.12.13
Dettes diverses	995	1 201
Produits constatés d'avance	474	682
Total	1 469	1 883

Autres passifs courants

	31.12.14	31.12.13
Dettes fiscales et sociales	108 767	109 997
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 605	4 582
Avances et acomptes reçus sur contrats	54 992	69 658
Dettes diverses	28 777	39 786
Produits constatés d'avance	6 831	6 860
Total	200 972	230 883

6.22. CONTRATS DE LOCATION

Contrats de location-financement

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes:

	31.12.14			31.12.13		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	1 541		1 541	1 541		1 541
Constructions en crédit-bail	11 758	(6 017)	5 741	11 758	(5 421)	6 337
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail				668	(466)	202
Total location financement	13 299	(6 017)	7 282	13 967	(5 887)	8 080

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant:

	31.12.14	31.12.13
À moins d'un an	915	844
Entre un et cinq ans	3 270	4 034
Plus de cinq ans	1 278	1 502
Valeur des montants futurs minimaux	5 463	6 380

Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant :

	31.12.14	31.12.13
À moins d'un an	14 240	13 031
Entre un et cinq ans	22 946	26 398
Plus de cinq ans	2 490	5 833
Valeur des montants futurs minimaux	39 676	45 262

6.23. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante:

	31.12.14		31.12.13	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	5 220	4 348	2 113	2 618
Non éligibles à la comptabilité de couverture			252	

Risque de taux d'intérêt

La dette à taux variable de 134,7M€ est inférieure au montant de la trésorerie active de 165,6M€.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée, d'une part, de l'emprunt souscrit auprès de FL Investco dans le cadre de l'acquisition de Fives Machining Systems en 2013 et, d'autre part, des diverses tranches de dette bancaire souscrites également en support des acquisitions.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

FL Investco n'étant pas une contrepartie externe, dans un contexte de taux historiquement bas, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument de couverture sur cet emprunt.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu:

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable, après prise en compte des instruments de couverture de taux quand applicable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2015 (12 mois) au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2014 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer sur l'ensemble des dettes bancaires et auprès de FL Investco; le taux Euribor de référence est fixé au 31 décembre 2014 et appliqué aux fixings de chaque période d'intérêts trimestrielle ou semestrielle ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2014.

Compte tenu des taux de référence (Euribor 6 mois du 31 décembre 2014 à 0,17%), l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse ramenant le taux de référence à zéro, d'autre part.

Sous ces hypothèses, la sensibilité à une hausse des taux de référence de 1% ou à une réduction à zéro est limitée à 0,1M€.

	Impact du calcul de sensibilité	
	+ 1%	taux à zéro
Dette à taux variable	(924)	89
Trésorerie placée à taux variable	963	(179)
Impact résultat	39	(90)

Risque de change

Dettes financières en devises

La dette financière est émise dans la devise fonctionnelle de chacune des sociétés. Il n'existe pas de risque de change afférent à la dette financière en devise.

Par ailleurs, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises.

Le nominal exposé au risque de change sur ces prêts s'élevait à 283,7M\$ au 31 décembre 2014, couvert à hauteur de 10,7M\$ soit une exposition nette de 273,0M\$. La politique de couverture continue activement en 2015.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le nominal exposé s'élevait à 59,4M€ au 31 décembre 2014.

L'échéance (annuelle) du 30 juin 2015, en capital et en intérêts (9,1M€) a été couverte à hauteur de 7,1M€ au 31 décembre 2014, et complétée pour la totalité en février 2015.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le GBP/USD et l'USD/CAD.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices COFACE change (filiales françaises).

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci.

Exposition au 31 décembre 2014, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2015

Le nominal des prêts d'acquisitions libellés en USD, après couvertures, s'élève à 273,0M\$ au 31 décembre 2014, soit 224,9M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. L'exposition brute totale après prise en compte de la charge d'intérêts prévisionnelle s'élève à 296,0M\$, réduite à 285,3M\$ après couvertures contractées au 31 décembre 2014, soit 235,0M€ après conversion au cours de clôture du 31 décembre 2014.

Des couvertures complémentaires ont été mises en place en janvier et février 2015 à hauteur de 10,4M\$.

Le nominal du prêt à Fives UK Holding Ltd. est de 59,4 M€, la charge d'intérêt prévisionnelle 2015 de 2,8M€, soit une exposition brute de 62,3M€, réduite à 55,1M€ par les couvertures en place au 31 décembre 2014, soit 70,8M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP aurait les conséquences suivantes sur le compte de résultat 2015:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,1141	1,2141	1,3141
Créance nette après couverture (EUR)	256 116	235 021	217 136
Impact résultat 2015	21 095	-	(17 885)
Prêts GBP			
Cours de clôture	0,6789	0,7789	0,8789
Créance nette après couverture (EUR)	81 220	70 793	62 738
Impact résultat 2015	10 428	-	(8 055)
Total impact résultat 2015	31 523	-	(25 939)

Exposition au 31 décembre 2014, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2015

Les cash-flows attendus en 2015 au titre de ces prêts (échéances d'intérêts et capital), nets des couvertures contractées au 31 décembre 2014, s'élèvent respectivement à 27,5 M\$, soit 22,7M€ au cours de clôture du 31 décembre 2014, et 2,0M€ qui ont été couverts en février 2015, en considérant un respect des échéanciers contractuels en place.

L'impact d'une variation de + ou - 10 cents des cours de change EUR/USD sur les cash-flows de la période est la suivante:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,1141	1,2141	1,3141
Cash-Flows 2015 après couverture (EUR)	24 586	22 561	20 844
Part de l'impact résultat 2015 sur les cash flows	2 025	-	(1 717)

Postérieurement à la clôture, les couvertures contractées en janvier et février 2015 sur les échéances cash en USD ont réduit l'exposition à 19,8M\$.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous jacents couverts.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	66 639	16 181	19 762	10 618	19 348	730	
Autres dettes financières	78 687	19 994	18 975	28 625	354	419	1 504
Dettes de crédit-bail	5 463	915	2 413	294	282	281	1 278
Total dettes remboursables	150 790	37 090	41 150	39 537	19 984	1 430	2 782
Frais d'émission d'emprunt	(3 784)						
Total dettes	147 005						
Intérêts sur dettes à long terme		3 036	2 013	927	167	108	

Il n'est pas prévu, sur la base des données en date de clôture, que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers non dérivés du bilan et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 165,6M€ et 332,1M€ au 31 décembre 2014. Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 90M€ utilisable à toutes fins jusqu'en juin 2019.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.14.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.24. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIES

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation):

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau un et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau deux.

6.25. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.14	31.12.13
Engagements donnés	363 948	251 143
Engagements reçus	71 261	49 442

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

6.26. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement:

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2014, les rémunérations versées par Fives et ses filiales aux membres du comité exécutif du groupe Fives, soit 15 personnes au total, se sont élevées à 3 660 K€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

6.27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés de la période arrêtée au 31 décembre 2014 s'élève respectivement à:

	2014			2013		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte et associés	690	119	809	638	164	802
EY	643	196	839	669	735	1 405
Grant Thornton	455	158	613	406	229	635
Total	1 788	473	2 261	1 714	1 129	2 842

6.28. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

6.29. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2014

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives *	Paris, France			Société Mère
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
AUTOMOBILE / LOGISTIQUE				
Fives Manufacturing Industries *	Paris, France	IG	99.99	99.99
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	99.99	99.99
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	99.96	99.96
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	99.99	99.99
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100.00	99.99
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	99.99
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Fives Intralogistics S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Intralogistics S.A.	Grigny, France	IG	99.98	99.98
CIMENT				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.18	85.18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	100.00	85.18
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	85.18
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.46
Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Itas S.p.a.	Italie	IG	100.00	100.00
ÉNERGIE				
Fives Cail *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	50.00	40.00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	99.99
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain,S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100.00	99.99

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Cryo*	Golbey, France	IG	99.80	99.80
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.80
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	99.80
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	99.99	99.99
MÉTAL				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives DMS *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives Industries *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives OTO S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives OTO Systems S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	99.99	99.99
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	99.99	99.99
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100.00	99.99
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100.00	99.99
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	99.99
Fives Stein (Shanghai) Industrial Furnace Co.,Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100.00	99.99
Stein Heurtey Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	99.99
Fives Solios S.A. *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	99.99	99.99
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	99.99
PSA 2000 *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	100.00	99.99
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	99.99
Solios Services Gulf SPC (Fives Services Gulf SPC')	Bahreïn	IG	100.00	99.99
Solios Environment Corp. (Fives Solios Corp.)	États-Unis	IG	100.00	99.99
Solios Environnement Inc. (Fives Solios Inc.)	Canada	IG	100.00	99.99
Solios Services Southern Africa (PTY) Ltd. (Fives Services Southern Africa (PTY) Ltd.)	Afrique du Sud	IG	100.00	99.99
Solios Chemical* (Fives Proabd S.A.)	Mulhouse, France	IG	99.99	99.99
Solios Thermal Ltd. (Fives Solios Ltd. UK')	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

Comptes consolidés au 31 décembre 2014

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
AÉRONAUTIQUE ET USINAGE DE PRÉCISION				
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems International (Hong Kong) limited	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
G & L USA, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	99.99	99.99
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Forest-Line Industries Machine Tool (Beijing) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
GIE Forest-Liné	Capdenac Gare, France	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00

*Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Fives.

† Nouvelle dénomination sociale depuis janvier 2015

IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2014

ERNST & YOUNG ET AUTRES
1-2 place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS
185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1 723 040 €
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.5, 2.14 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5, 2.14 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.5 et 2.18 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées pour chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 10 avril 2015
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Marc Stoessel

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport général des Commissaires aux comptes,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 30 456 987,13 €.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 59 975 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 30 456 987,13 € de la façon suivante:

– à la réserve légale	98 971,03 €
(laquelle se trouvera ainsi entièrement dotée)	
– le solde, en report à nouveau	30 358 016,10 €
Total	30 456 987,13 €

L'Assemblée générale constate que, pour les trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants:

Exercice	Nombre d'actions de 47 €	Dividende distribué par action	Total des dividendes distribués
2011	2 185 612	45,00 € ⁽¹⁾	98 352 540,00 €
2012	2 185 612	18,30 € ⁽²⁾	39 996 699,60 €
2013	2 185 612	/	/

(1) distribution exceptionnelle décidée par l'assemblée générale mixte du 15 décembre 2011

(2) distribution exceptionnelle décidée par l'assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012

En application de l'article 243 bis du code général des impôts, il est précisé que les distributions au titre des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012 étaient éligibles à l'abattement de 40 % bénéficiant aux actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliés en France, prévu à l'article 158-3 2° du code général des impôts.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2014,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 74 908 k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale renouvelle pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020, le mandat de membre du Conseil de surveillance de Madame Lise FAUCONNIER.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires de publicité.

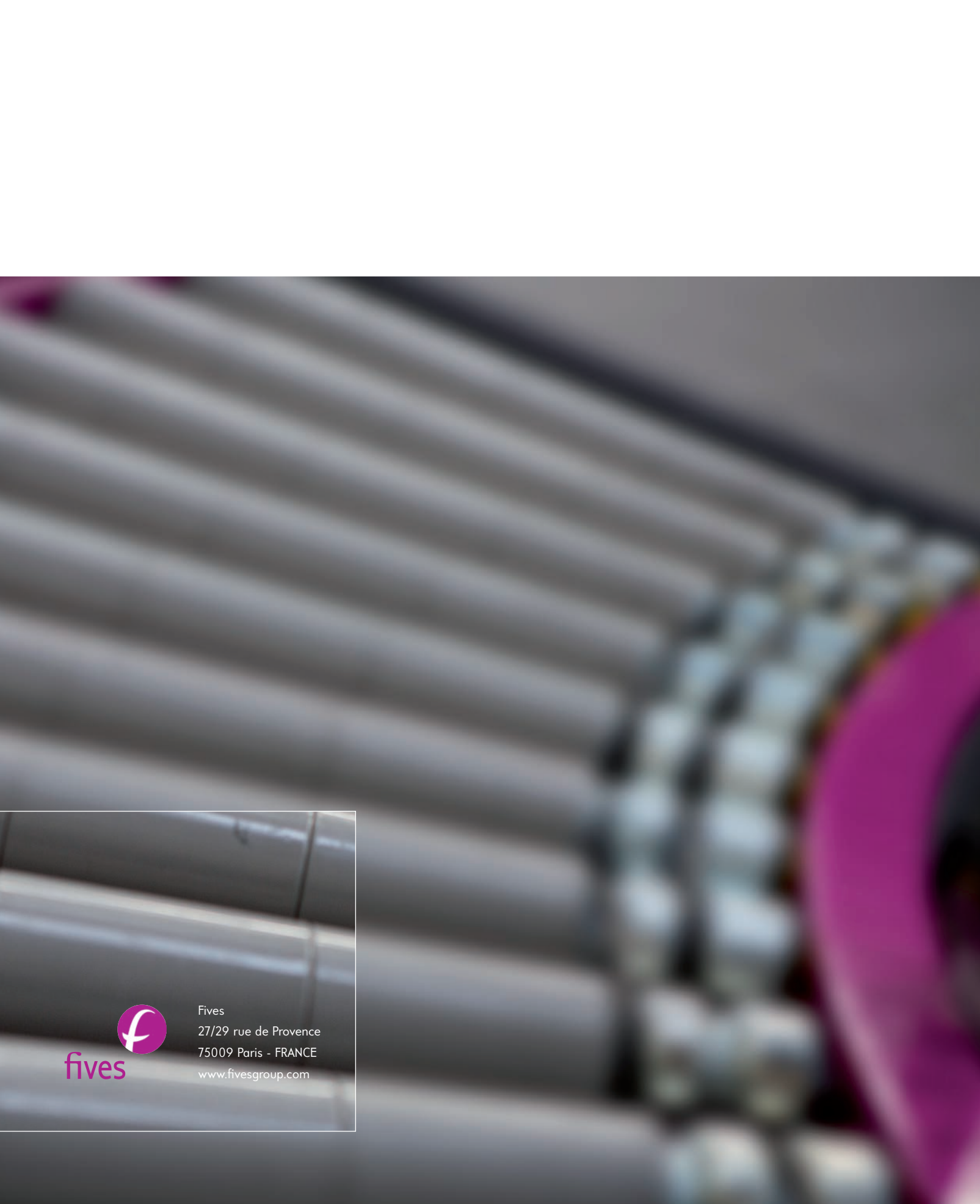
Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 102 723 764 euros
Siège social: 27-29 rue de Provence, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives
Copyright © 2015 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier Condat Silk,
certifié FSC (Forest Stewardship Council ou Conseil
de la bonne gestion forestière), garantissant la gestion
durable des forêts. Les encres utilisées sont des encres
végétales utilisant un mouillage sans alcool.



Fives
27/29 rue de Provence
75009 Paris - FRANCE
www.fivesgroup.com